



## EUROBAROMETER 57 - NATIONAL STANDARD REPORT

### *RAPPORT PORTANT SUR LE LUXEMBOURG*

Survey carried out for the European  
Commission's Representation in  
*Luxembourg*

***« This document does not reflect the views of the European Commission. Any interpretations or opinions expressed in this report are those of the authors alone »***

October 11, 2002

---

**EORG E.E.I.G.**  
111 rue Colonel Bourg – 1140 Brussels - Belgium  
Tel : +32 / 2 – 775.01.12 – Fax : +32 / 2 – 761.02.75 – Email : [info@eorg.be](mailto:info@eorg.be)

## **Eurobaromètre, des sondages réguliers**

Un échantillon de 602 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973 pour le compte de la Direction générale Presse et communication de la Commission européenne.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de 1.000 personnes par Etat membre, le Luxembourg faisant exception avec un échantillon composé de 602 personnes, dont 72,3% sont de nationalité luxembourgeoise et 27,7% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le 57<sup>e</sup> rapport a été élaboré dans une période cruciale de la construction européenne. La Convention chargée de préparer la réforme des institutions est en pleins travaux, l'élargissement de l'UE se prépare et l'euro est devenu depuis quelques mois une réalité pour les citoyens de l'Union économique et monétaire.

La première partie du rapport analyse l'attitude des sondés par rapport à l'élargissement de l'Union européenne. Dans quelle mesure les citoyens sont-ils informés sur l'élargissement, sont-ils en accord ou en désaccord avec certaines propositions, quelles sont leurs craintes et leurs attentes à propos de l'Europe élargie?

La deuxième partie du rapport commente les connaissances des résidents du Luxembourg sur l'UE, leurs sources d'information sur l'UE, ses politiques et ses institutions, la confiance qu'inspirent ces institutions ainsi que l'effet bénéfique que ces mêmes résidents ressentent en appartenant à l'UE.

La troisième partie du rapport traite l'intérêt général apporté par les citoyens aux sujets politiques, le sentiment que l'UE leur inspire, leur vision par rapport à leur appartenance à une nationalité, la fierté d'être Européen, ainsi que leur attitude vis-à-vis du processus décisionnel partagé entre autorités européennes et nationales.

Le rapport du 57<sup>e</sup> sondage Eurobaromètre, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par 'Almathea Consulting, Luxembourg'.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: .....

## Répartition socio-démographique de l'échantillon luxembourgeois pour le sondage Eurobaromètre 57 – printemps 2002

L'échantillon luxembourgeois est composé de 602 personnes, dont 72,3% sont de nationalité luxembourgeoise et 27,7% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

Belgique	3,2%
Danemark	0,2%
Allemagne	2,4%
Grèce	0,2%
Espagne	1,7%
France	5,1%
Irlande	0,0%
Italie	6,2%
Pays-Bas	0,9%
Portugal	9,0%
Royaume-Uni	0,5%
Autriche	0,1%
Suède	0,2%
Finlande	0,2%

### Répartition par sexe:

Hommes: 47,5%

Femmes: 52,5%

### Répartition par classe d'âge:

15-24 ans: 13,1%

25-39 ans: 27,1%

40-54 ans: 25,2%

+ 55 ans: 34,6%

### Répartition par classe socio-professionnelle:

Professions libérales: 06,9%

Managers: 12,5%

Autres Cadres: 08,5%

Ouvriers: 20,9%

Personnes au foyer: 22,3%

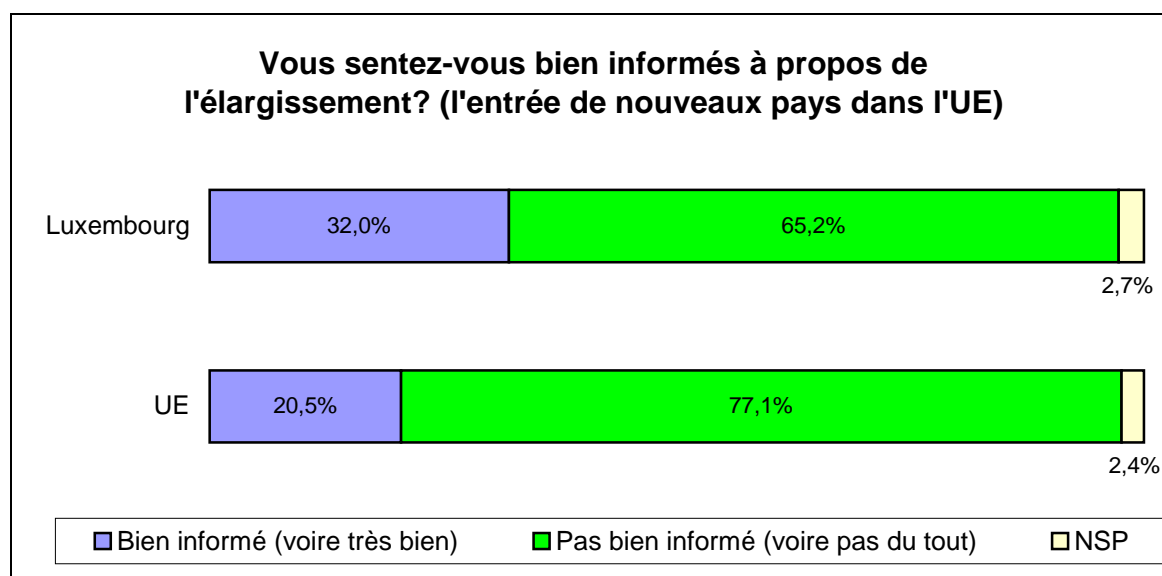
Chômeurs: 02,0%

Retraités: 16,4%

Etudiants: 10,5%

## I. L'Élargissement de l'Union européenne

La première partie analyse l'état d'information des sondés sur l'élargissement, leur opinion sur le processus décisionnel communautaire après l'élargissement, leur accord ou désaccord avec certaines propositions, leurs craintes et leurs attentes à propos de l'Europe élargie.



### I.1. Un tiers seulement est bien informé

Seulement 32,0% des habitants du Luxembourg se déclarent bien ou très bien informés à propos de l'élargissement, la moyenne européenne se limitant à 20,5%. Près de deux tiers se sentent pas bien, voire pas du tout informés, contre 77,1% dans l'Union européenne.

Par rapport à l'Eurobaromètre 56.3, on constate, parmi les sondés au Luxembourg, une très légère augmentation (+1,4 points de pourcentage) du nombre des personnes qui répondent être bien informées et une diminution de 2,3 points des personnes ne s'estimant pas bien informées.

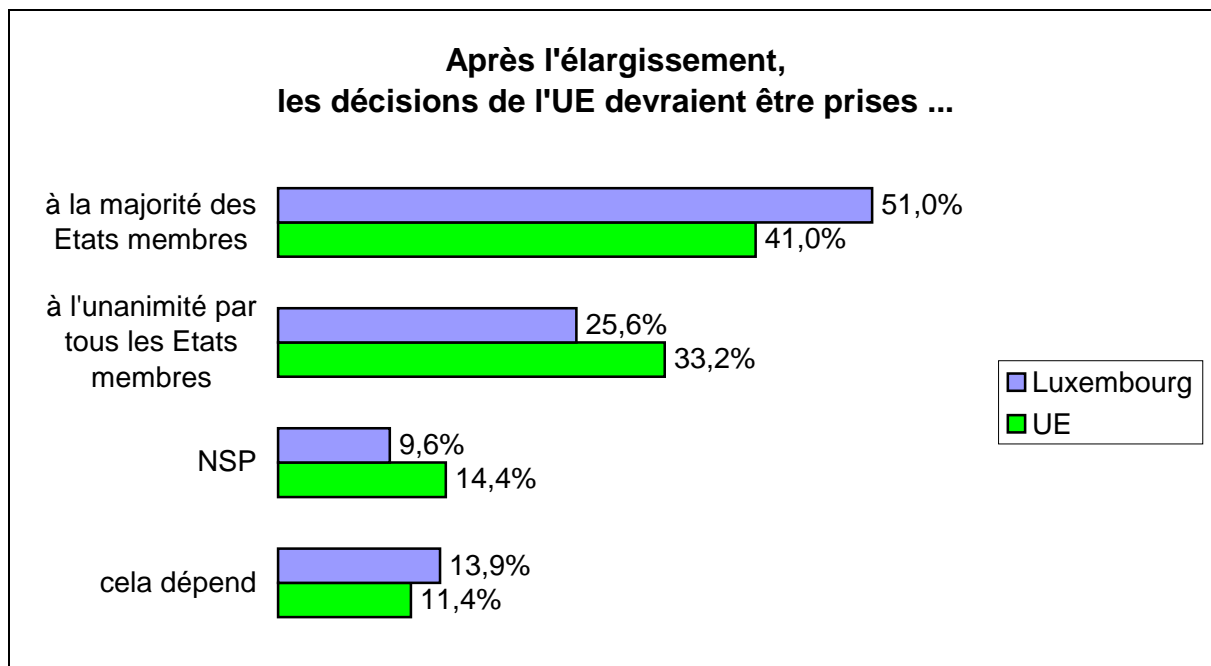
Au Luxembourg, la tranche d'âge des 55 ans et plus se sent bien, voire très bien informée (42,6%), suivie de celle des 40-54 ans (35,9%) et celle des 15-24 ans (24,9%).

Les sondés âgés de 25 à 39 ans représentent la première catégorie à se dire mal, voire très mal informée (79,2%) , suivie par les 15-24 ans (74,4%) et les 40-54 ans (60,7%).

L'analyse par classes socioprofessionnelles révèle que les personnes qui, au Luxembourg, se déclarent le mieux informées sont les indépendants (47,2%). Viennent ensuite les retraités (44,2%), suivis des managers (33,1%). Les chômeurs (89,2%) et les personnes au foyer (69,8%) se prétendent pas bien informés, voire pas informés du tout.

Au niveau européen, la tranche d'âge des 40-54 ans (22,6%) se sent bien, voire très bien informée, suivie de celle des 55 ans et plus (20,3%). Ne se sentent pas bien informés, voire pas informés du tout, les 15-24 ans (79,6%) et les 25-39 ans (77,0%).

Les mieux informés sont les managers (33,3%), les indépendants (26,6%) et les personnes faisant des études (22,3%)

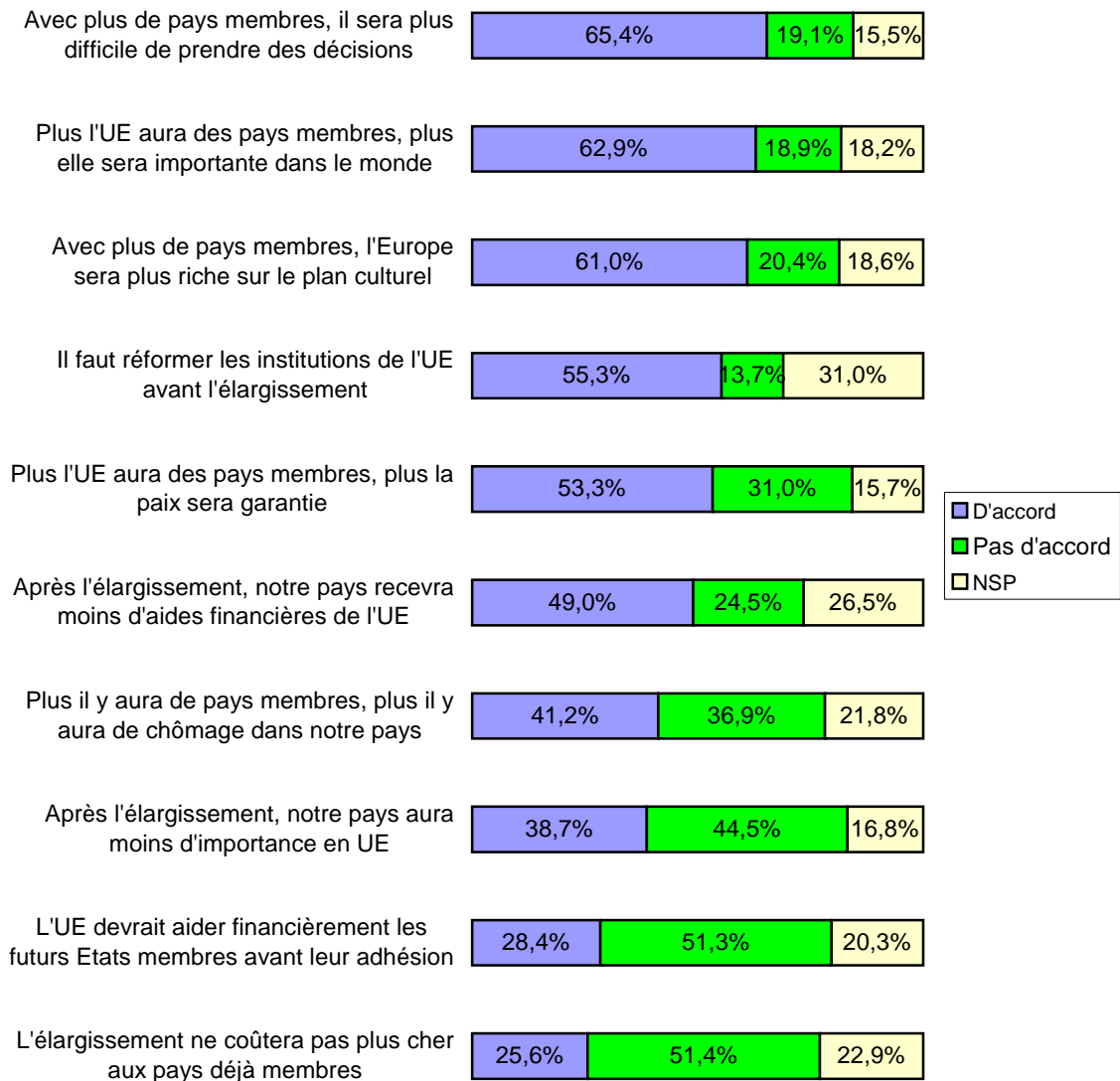


## I.2. En faveur des décisions prises à la majorité

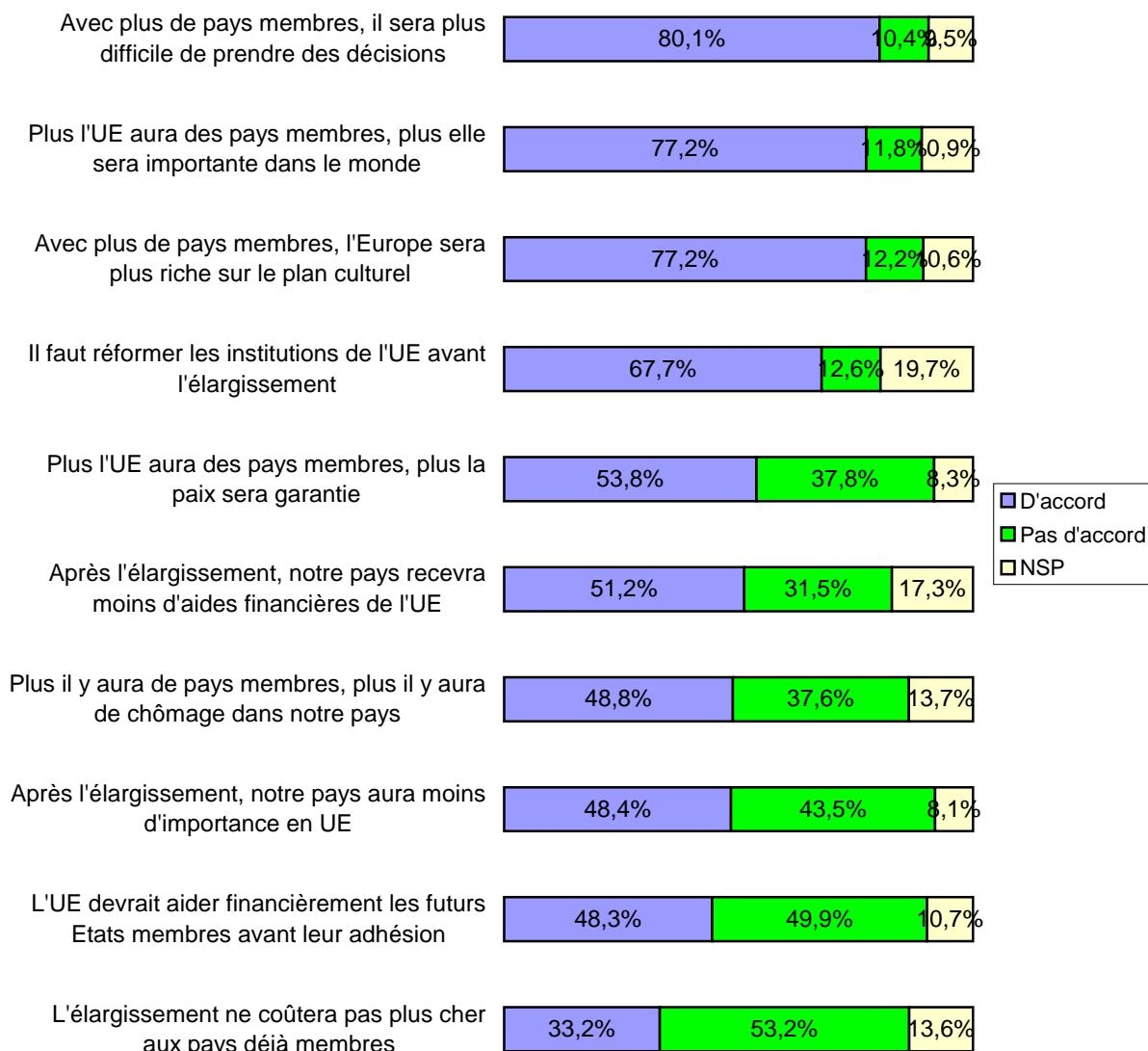
Toutes classes d'âge confondues, la réponse au Luxembourg est claire et nette. Après l'élargissement, les décisions de l'UE devraient être prises à la majorité des Etats membres, selon 51,0% des sondés.

A noter que le pourcentage des 'Ne sait pas – NSP' est au Luxembourg (9,6%) nettement inférieur à celui relevé en moyenne européenne (14,4%).

## L'élargissement: d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes? (niveau UE)



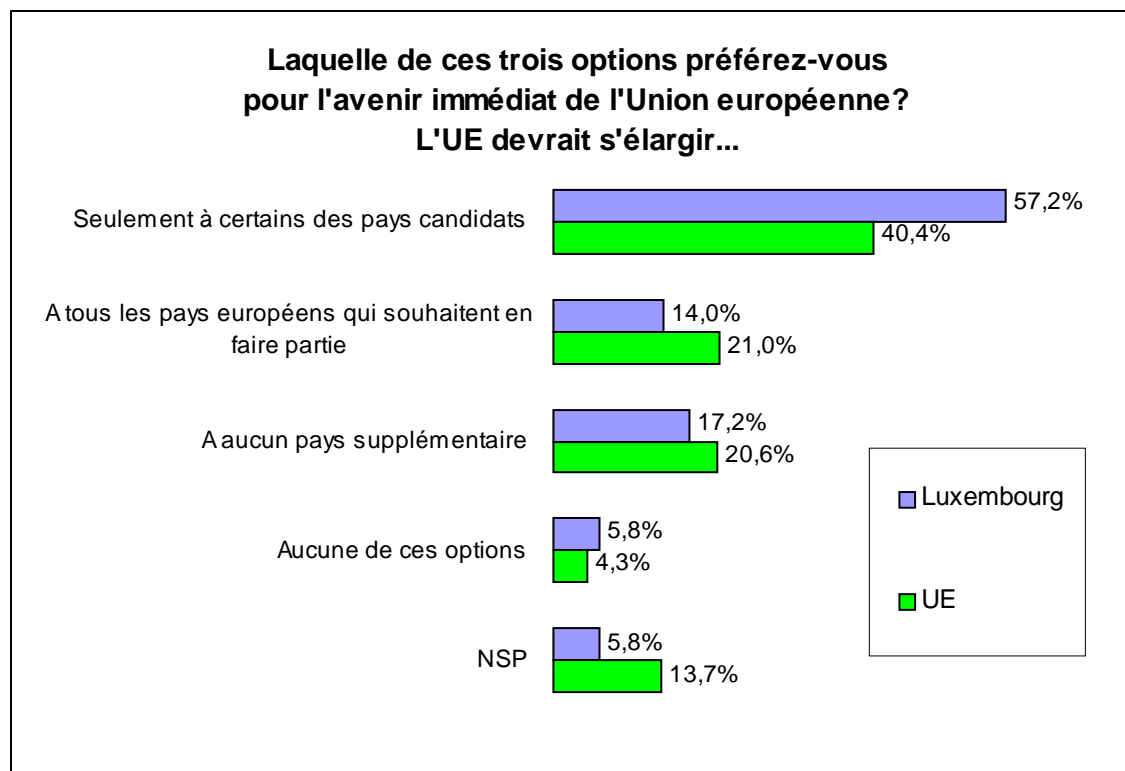
### L'élargissement: d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes? (niveau Luxembourg)



### I.3. Un processus décisionnel plus difficile

Différentes questions ont été posées sur l'impact potentiel de l'élargissement. Au sein de l'Union et au Luxembourg, la tendance observée est identique, le taux des personnes se disant d'accord avec la proposition étant toutefois pour tous les cas de figure supérieur au Luxembourg à la moyenne UE. Au Luxembourg, 80,1% des sondés (UE: 65,4%) estiment que le processus décisionnel sera plus difficile avec plus d'Etats membres, 77,2% (UE: 62,9%) pensent que l'Union gagnera en importance dans le monde. Pour 77,2% (UE: 61,0%), l'Union s'enrichira sur le plan culturel, pour 67,7% (UE: 55,3%) elle n'échappera pas à une réforme de ses institutions avant l'élargissement, pour 53,8% (UE: 53,3%) le maintien de la paix sera mieux garanti.

Pour 51,2% des sondés du Luxembourg (UE: 49,0%), le pays recevra moins d'aides financières de l'Union, 48,8% (UE: 41,2%) pensent que le chômage va augmenter dans son pays, 48,4% (UE: 38,7%) que l'importance de son pays va diminuer. Au Luxembourg, 48,3% plaident pour une aide financière en faveur des futurs Etats membres avant leur adhésion, contre seulement 28,4% au niveau de l'Union. L'élargissement coûtera-t-il plus cher aux Etats membres actuels? 33,2% sont de cet avis au Luxembourg, 25,6% au niveau de l'UE.



#### I.4. Limiter l'élargissement à certains pays candidats

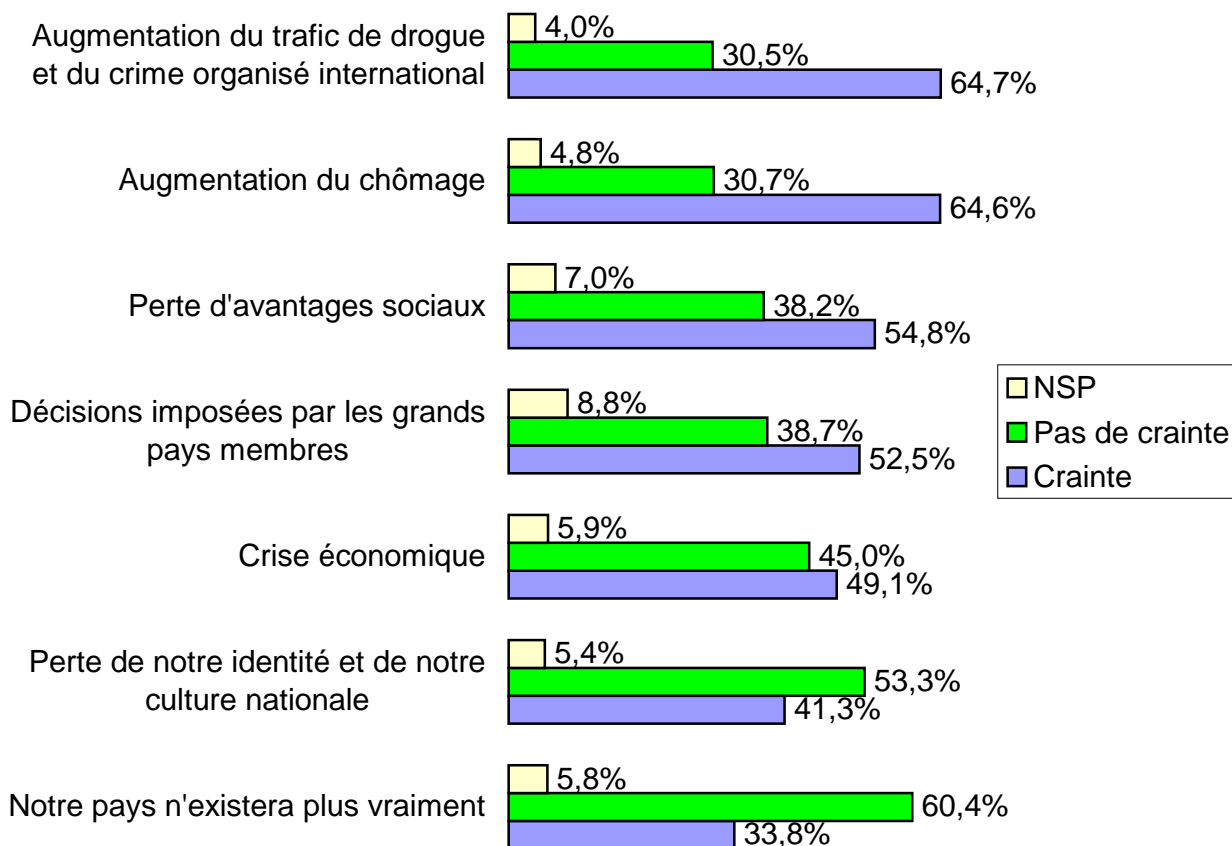
Placés devant le choix de savoir dans quelle mesure l'Union devrait s'élargir, les personnes sondées au Luxembourg ont une opinion décidée et en même temps restrictive: selon 57,2%, l'Union doit se limiter à intégrer certains des pays candidats, contre 40,4% au niveau communautaire; pour 14,0% seulement, elle devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie, contre 21,0% au niveau communautaire.

Au Luxembourg, ce sont surtout les cols blancs (71,3%) et les managers (70,9%), au niveau communautaire, ce sont les managers (48,7%), suivis des indépendants (46,2%), qui désirent que l'UE s'élargisse seulement à certains pays candidats. Ce sont les chômeurs au Luxembourg (28,2%) et les retraités (26,1%) au niveau européen qui sont les plus nombreux à s'opposer à un élargissement.

Par rapport à l'Eurobaromètre 56.3, les résultats relevés au Luxembourg ont changé: le pourcentage des partisans de l'élargissement à tous les pays européens a baissé de 20,1% à 14,0%. Le pourcentage des personnes s'opposant à un élargissement a augmenté tant au Luxembourg qu'au niveau communautaire, passant de 13,0% (UE: 13,9%) à 17,2% (UE: 20,6%). Le nombre des adeptes d'un élargissement à seulement certains des pays candidats a légèrement diminué de 58,3% à 57,2%.



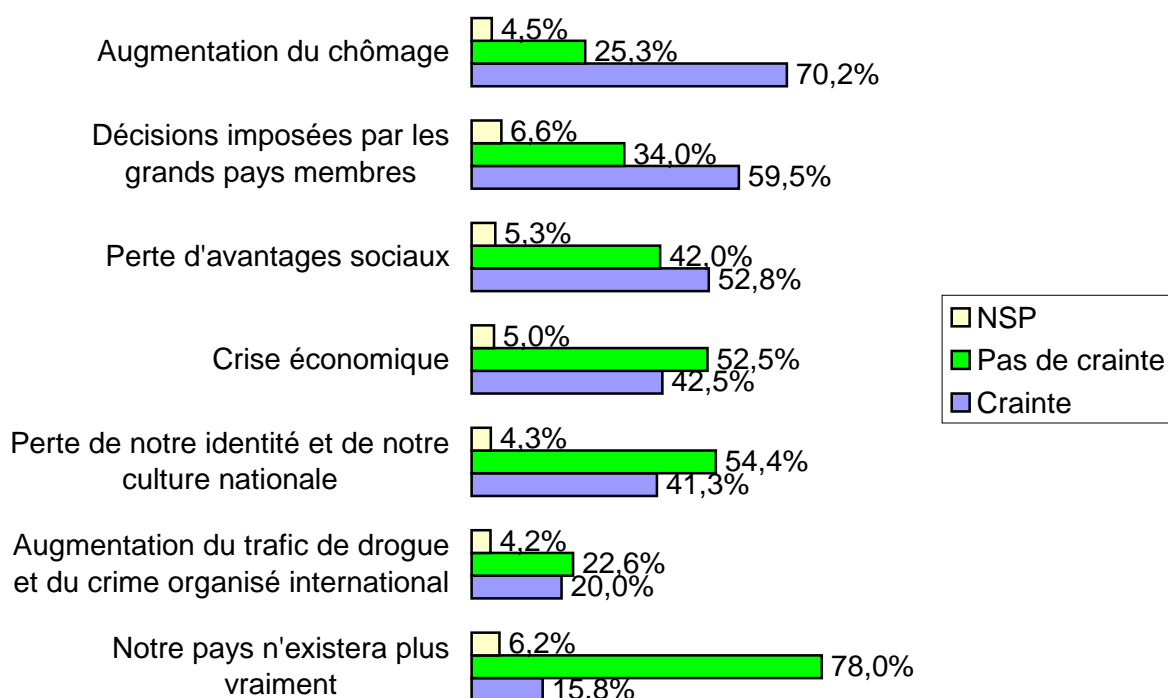
### Les craintes concernant l'Europe qui se construit (réponses niveau UE)



#### I.5. Menace du trafic de drogue et du crime organisé

Les citoyens européens craignent le plus une augmentation du trafic de drogue et du crime organisé (64,7%), une hausse du chômage (64,6%), une perte des avantages sociaux (54,8%), des décisions imposées par les grands pays membres (52,5%) et une crise économique (49,1%).

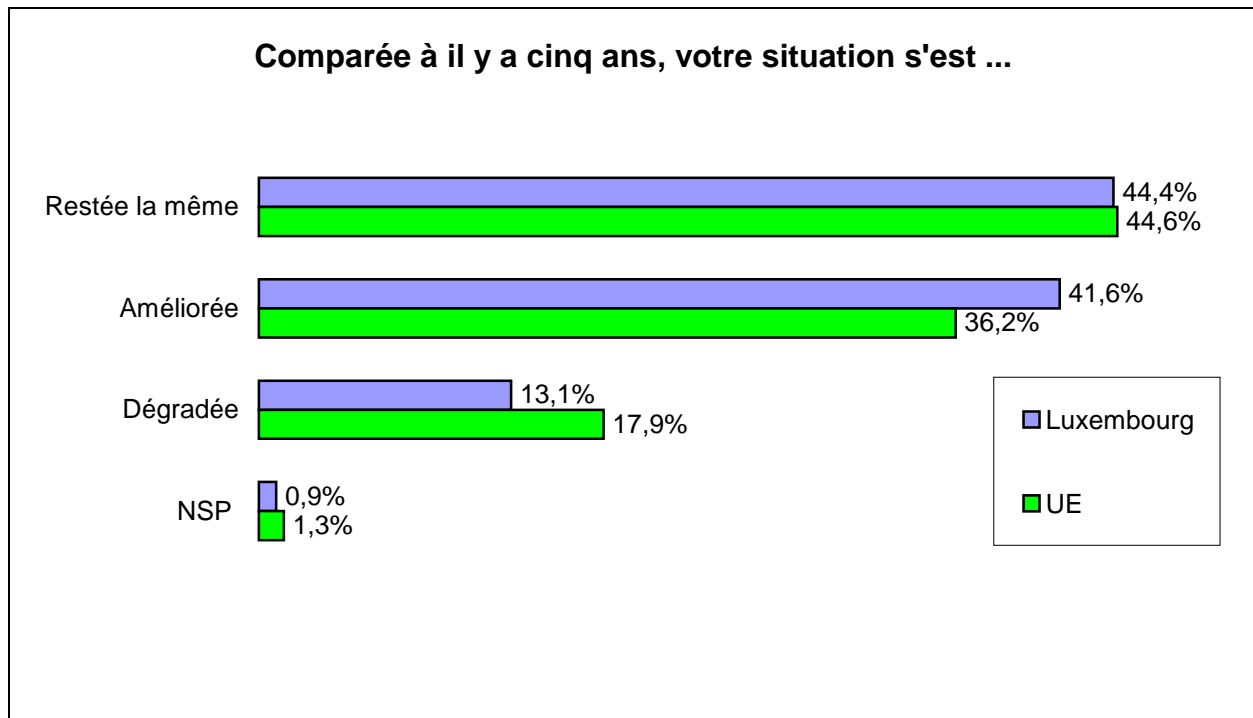
### Les craintes concernant l'Europe qui se construit (réponses niveau Luxembourg)



#### I.6. Au Luxembourg, les personnes craignent une augmentation du chômage

En ce qui concerne le Luxembourg, l'ordre des craintes exprimées est inversé: les sondés citent en premier lieu l'augmentation du chômage (70,2%), ensuite les décisions imposées par les grands Etats membres (59,5%) et la perte d'avantages sociaux (52,8%). Une majorité n'exprime pas de crainte en ce qui concerne une potentielle crise économique (52,5%), la perte de l'identité et de la culture nationale (54,4%), ou la perte de l'existence du pays (78,0%).

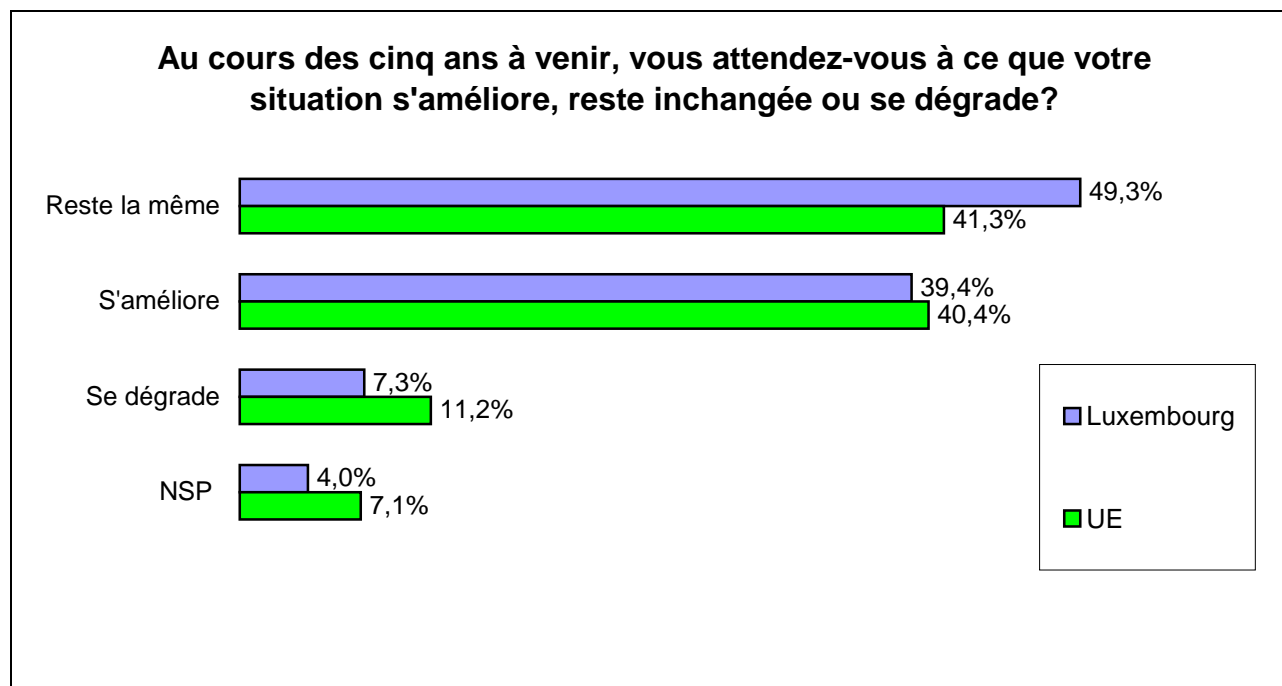
Ce sont les chômeurs qui craignent le plus une augmentation du chômage (85,9%), suivis des personnes au foyer (81,3%). En ce qui concerne les décisions imposées par les grands pays membres, ce sont surtout les 55 ans et plus (66,5%) et les 16-19 ans (65,7%) qui ressentent une crainte.



### I.7. La situation personnelle est restée stable

Au niveau luxembourgeois et au niveau européen, l'avis est semblable: plus de 44% des sondés sont d'avis que leur situation est restée la même, comparée à il y a cinq ans.

Parmi les résidents luxembourgeois, 41,6% constatent une amélioration de leur situation ces cinq dernières années, avis qui n'est pas totalement partagé par les sondés européens, le taux se limitant à 36,2%. Pour 17,9% des citoyens européens, la situation s'est dégradée, contre 13,1% au Luxembourg.



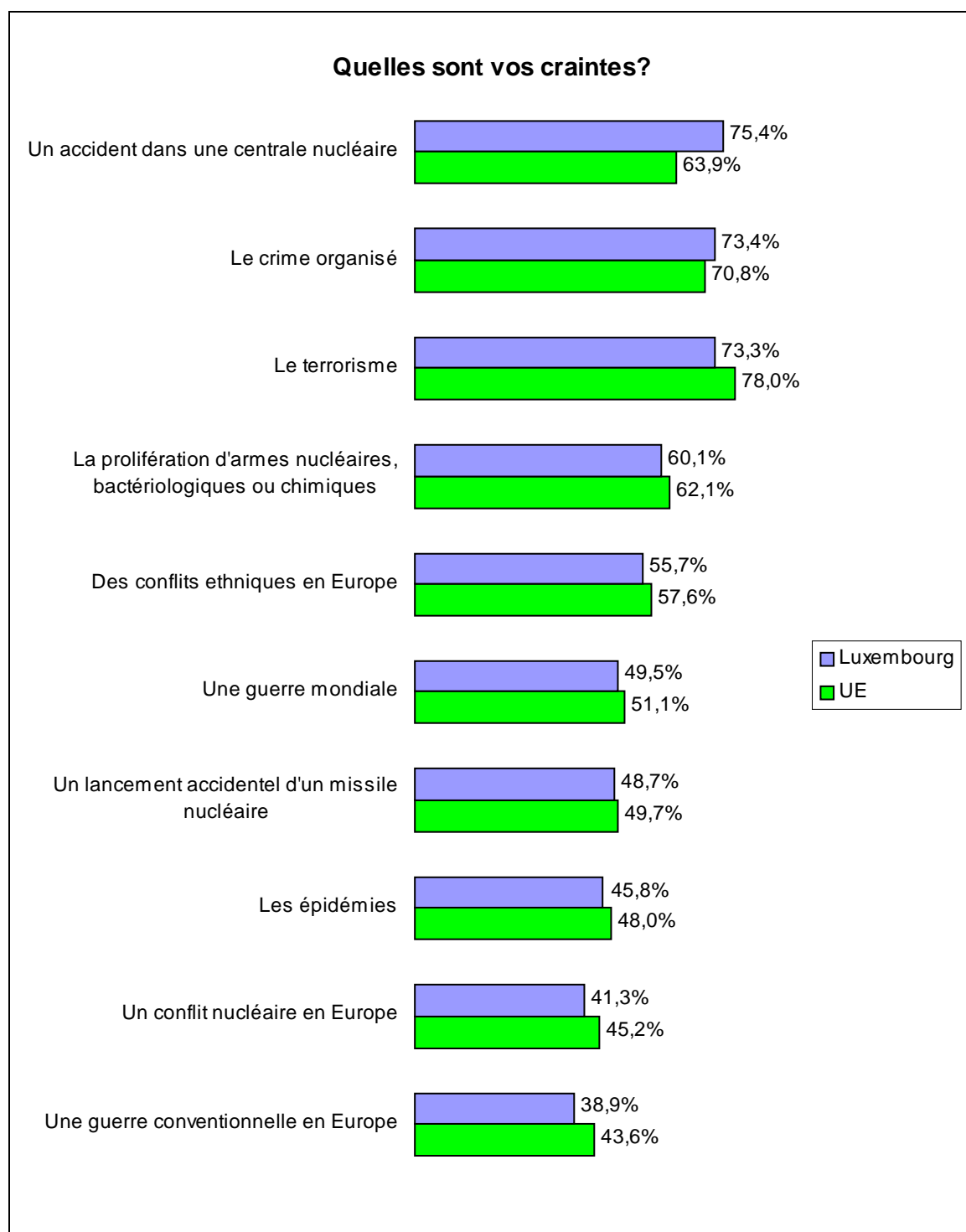
### I.8. La plupart des personnes n'attendent pas de changements

Pour 49,3% des personnes interrogées au Luxembourg, la situation restera la même au cours des cinq années prochaines. C'est un taux supérieur au pourcentage des sondés qui s'attendent à une amélioration de la situation (39,4%).

Au niveau européen, le pourcentage des personnes qui pensent que leur situation va s'améliorer (40,4%) est proche de celles qui indiquent qu'elle va rester identique (41,3%).

Au Luxembourg, les classes d'âge des 15-24 ans (59,7%) et des 25-39 ans (52,6%) pensent que la situation va s'améliorer, tandis que celle des 55 ans et plus (62,3%) et celle des 40-54 ans pensent que la situation va rester la même.

Au sein de l'UE, les 15-24 ans (68,0%) et les 25-34 ans (55,3%) pensent que la situation va s'améliorer, tandis que, comme au Luxembourg, les 55 ans et plus (57,0%) et les 40-54 ans (44,6%) pensent que la situation va rester la même.

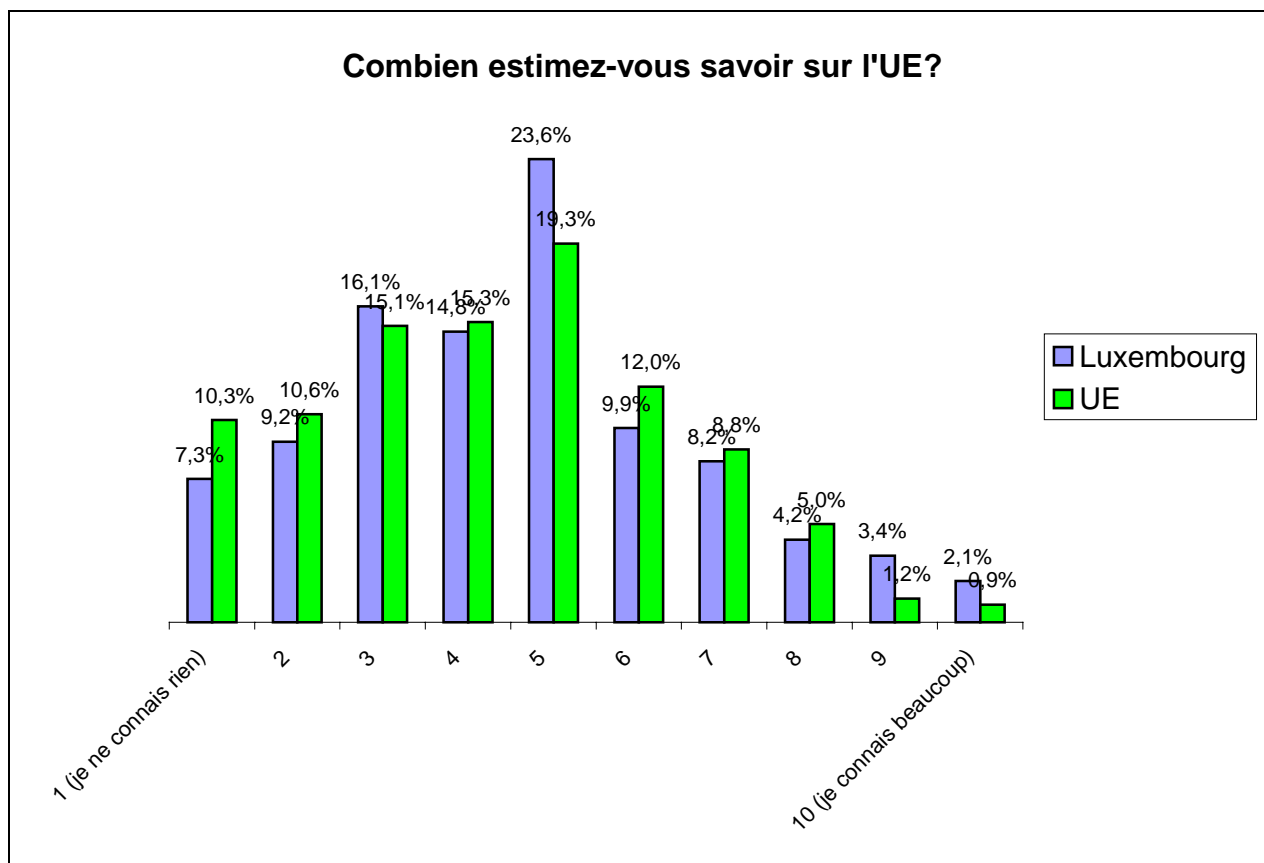


### I.9. La peur de l'accident dans une centrale nucléaire

Trois craintes sont mentionnées en priorité, à savoir le terrorisme (UE: 78,0%, Luxembourg: 73,3%), la peur du crime organisé (UE: 70,8%, Luxembourg: 73,4%) et un accident dans une centrale nucléaire (UE: 63,9%, Luxembourg: 75,4%), la dernière étant citée en premier lieu au Luxembourg. Une guerre conventionnelle en Europe (UE: 43,6%, Luxembourg: 38,9%), un conflit nucléaire (UE: 45,2%, Luxembourg: 41,3%) et les épidémies (UE: 48,0%, Luxembourg: 45,8%) suscitent le moins de craintes.

## II. La connaissance de l'Union européenne

La deuxième partie analyse les connaissances des habitants du Luxembourg sur l'UE, les sources qu'ils utilisent pour s'informer sur l'UE, ses politiques et ses institutions, la confiance qu'inspirent ces institutions ainsi que l'effet bénéfique que ces mêmes résidents ressentent d'appartenir à l'UE.

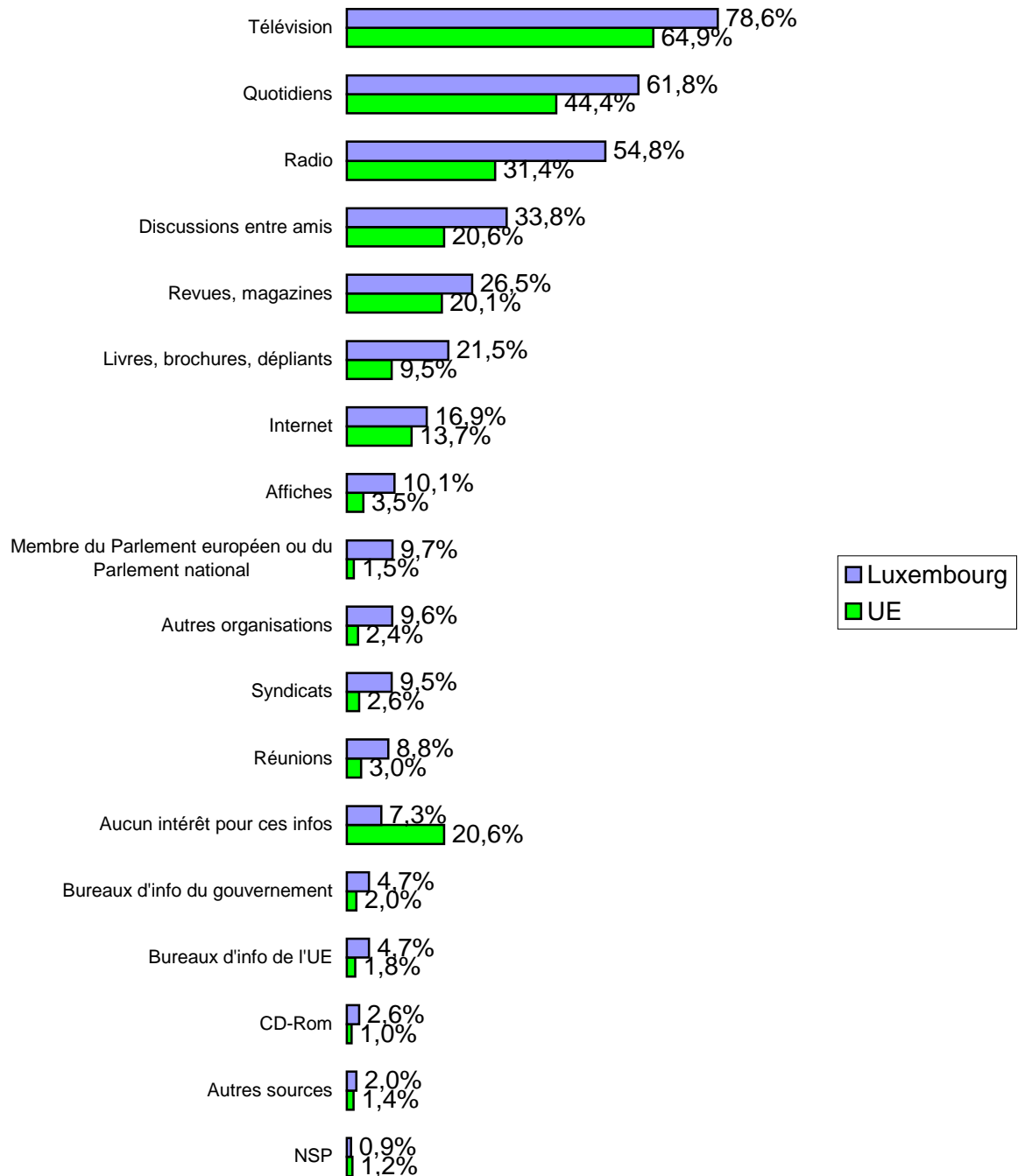


### II.1. La majorité se dit bien informée

En règle générale, les personnes interrogées au Luxembourg considèrent leurs connaissances sur l'UE comme bonnes. 23,6% des sondés ont mis la note moyenne sur une échelle de 1 à 10.

Les réponses positives en termes de connaissance sur l'UE sont plus élevées au Luxembourg qu'en moyenne européenne: les sondés luxembourgeois répondant favorablement à cette question représentent 51,4%, par rapport à une moyenne européenne de 47,2%.

### Quelles sont vos sources d'information sur l'UE, ses politiques et ses institutions?



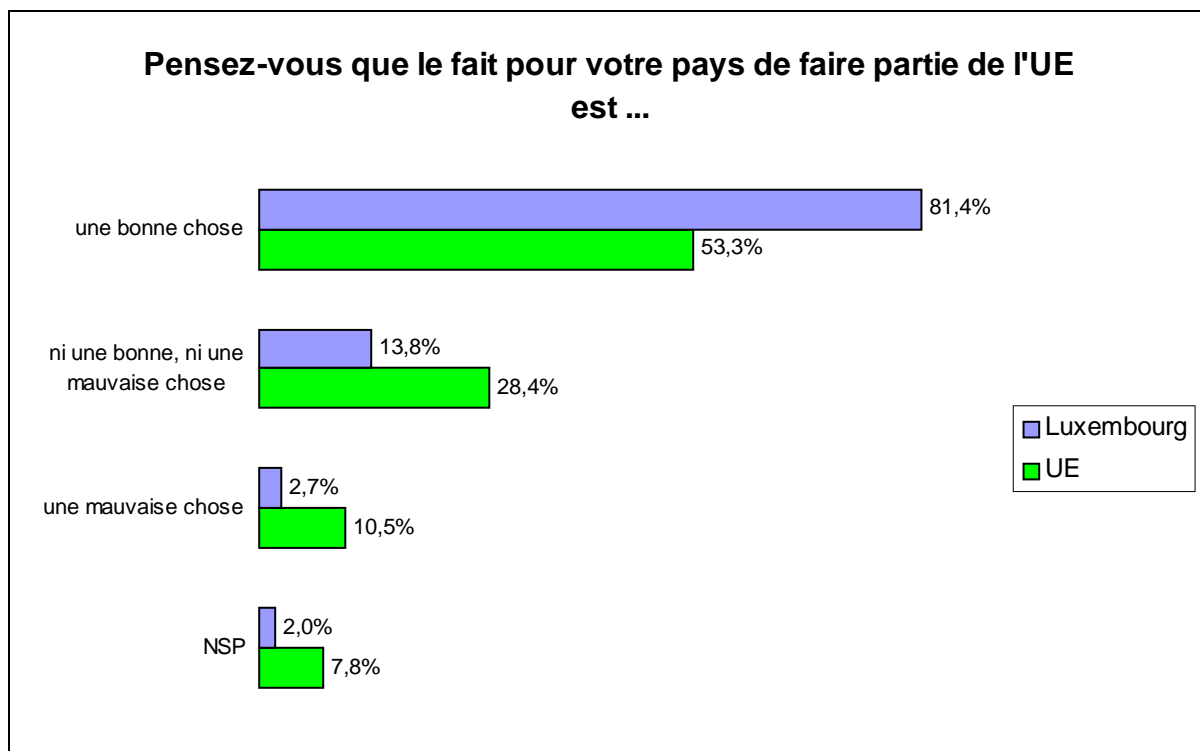
## **II.2. La télévision, les quotidiens et la radio sont les premières sources d'information**

Les trois premières sources d'information sur l'UE que les habitants du Luxembourg utilisent sont la télévision (78,6%), les quotidiens (61,8%) et la radio (54,8%). Cette tendance est similaire à celle constatée au niveau de l'UE, les taux étant toutefois substantiellement moins élevés.

En termes de catégories socioprofessionnelles, les résultats relevés au Luxembourg montrent que ce sont les personnes au foyer (86,6%), suivies des ouvriers (83,2%), des indépendants (77,0%), des managers (76,9%) et des retraités (75,6%) qui citent la télévision comme la source d'information la plus utilisée. Les quotidiens sont le plus lus par les indépendants (73,8%), les personnes au foyer (68,3%) et les managers (67,5%). La radio trouve son audience parmi les managers (61,7%), les personnes au foyer (60,8%) et les ouvriers (56,8%).

La catégorie d'âge qui utilise le plus ces trois sources d'information sont les 16-19 ans (69,23%), les 55 ans et plus (67,26%) et les 40-54 ans (66,4%).





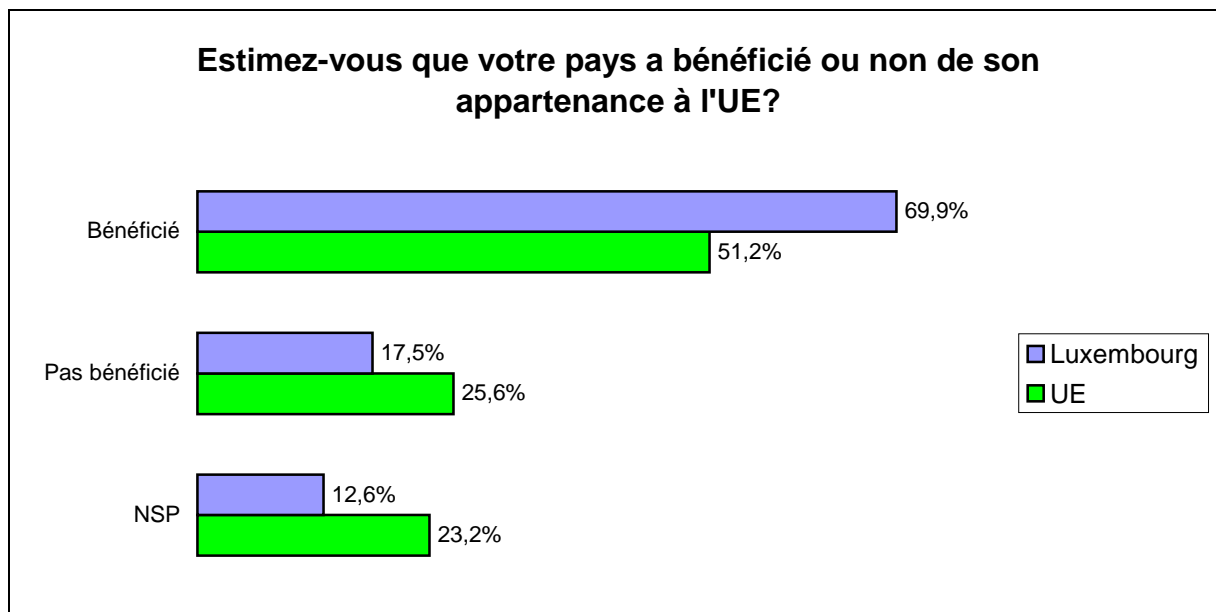
### II.3. Une très large majorité en faveur de l'appartenance

La très grande majorité des personnes interrogées au Luxembourg (81,4%) est favorable à l'appartenance de leur pays à l'UE, opinion partagée par seulement 53,3% des citoyens européens.

Le taux de pourcentage des résidents du Grand-Duché n'approuvant pas l'appartenance de leur pays à l'UE est extrêmement faible (2,7%), alors que la moyenne européenne est bien supérieure (10,5%).

En ce qui concerne les catégories socio-professionnelles, ce sont principalement les managers (88,5%), les retraités (84,8%) et les cols blancs (83,4%) qui pensent que l'appartenance est une bonne chose.

Pour 37,1% des chômeurs, le fait de faire partie de l'UE n'est ni bon ni mauvais, opinion partagée par seulement 10,4% de retraités.



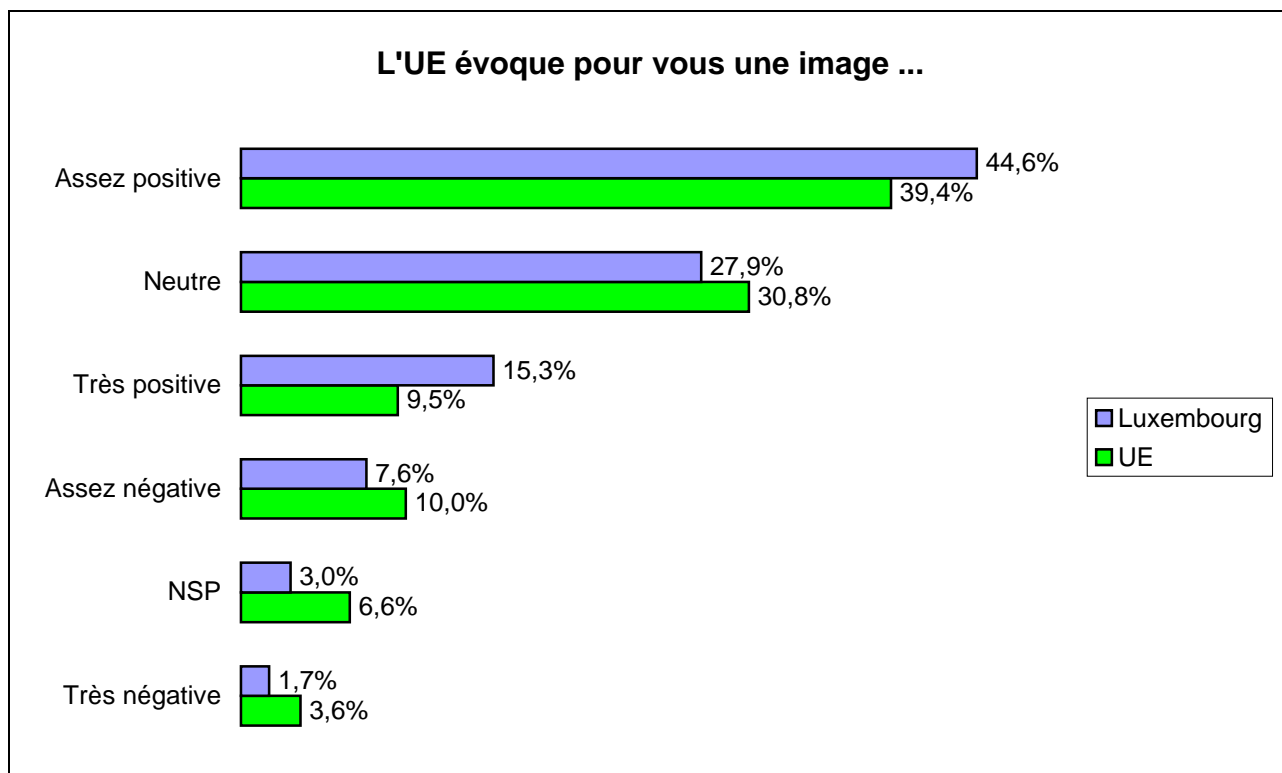
#### II.4. Plus de deux tiers estiment que le Luxembourg a bénéficié de l'appartenance à l'UE

Plus de deux tiers (69,9%) des personnes interrogées au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, opinion partagée par seulement 51,2% des citoyens au niveau européen. Un quart des sondés européens affirme que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE, contre 17,5% au Luxembourg.

Au Luxembourg, en ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, ce sont surtout les personnes au foyer (74,0%), les managers (73,6%) et les retraités (73,3%) qui apprécient le côté bénéfique. Au niveau européen, le côté bénéfique est surtout perçu par les étudiants (63,8%), les managers (63,1%), les cols blancs (58,0%) et les indépendants (57,6%).

Au Grand-Duché, la classe d'âge qui apprécie le plus le côté bénéfique est celle des 55 ans et plus (75,5%), suivie des 40-54 ans (72,8%).

Au niveau UE, ce sont les 15-24 ans (57,8%), suivis des 40-54 ans (53,0%) et des 25-39 ans (52,8%).



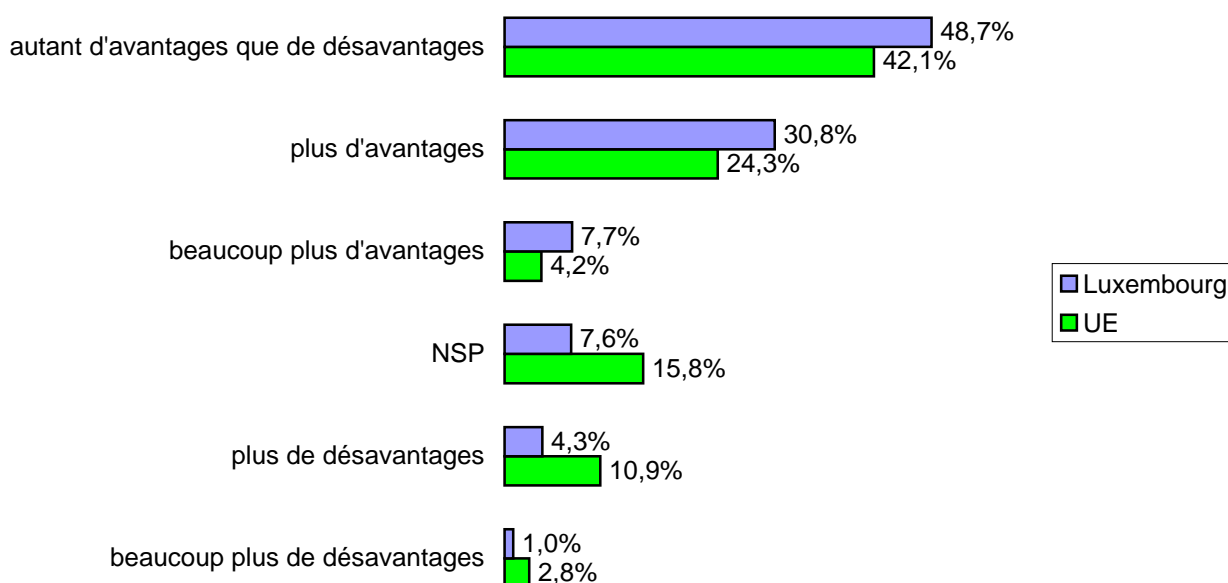
## II.5. Une image largement positive

Pour 59,9% des habitants du Luxembourg, l'UE évoque une image très positive ou assez positive, avis partagé par seulement 48,9% des citoyens européens.

En moyenne européenne, 30,8% des citoyens retiennent de l'UE une image neutre, par rapport à 27,9% des résidents du Luxembourg.

Pour 13,6% des citoyens européens, l'UE revêt une image assez, voire très négative, ce taux se limitant à 9,3% au Luxembourg.

### Pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'UE vous a personnellement apporté ...



## II.6. Plus d'avantages que de désavantages

L'image positive que les habitants du Luxembourg retiennent de l'UE se reflète aussi dans leur jugement sur l'impact que l'intégration exerce sur leur vie personnelle. 38,5% d'entre eux estiment que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages, 48,7% pensent que l'UE a entraîné autant d'avantages que de désavantages. Pour l'ensemble de l'UE, ces taux sont moins élevés, avec resp. 28,5% et 42,1%.

Pour 13,7% des citoyens européens, l'appartenance entraîne plus, voire beaucoup plus de désavantages, ce taux se limitant à 5,3% au Luxembourg.

Au Luxembourg, les 40-54 ans (42,0%), suivis des 15-24 ans (39,8%) et des 25-39% (39,5%) estiment que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages, alors que les personnes âgées de 55 ans et plus (50,7%) sont les premières à considérer que cette appartenance leur a apporté autant d'avantages que de désavantages.

En termes de catégories socio-professionnelles, les managers (50,2%), les cols blancs (42,1%) et les ouvriers (37,9%) sont en tête du classement pour affirmer que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus ou même beaucoup plus d'avantages.

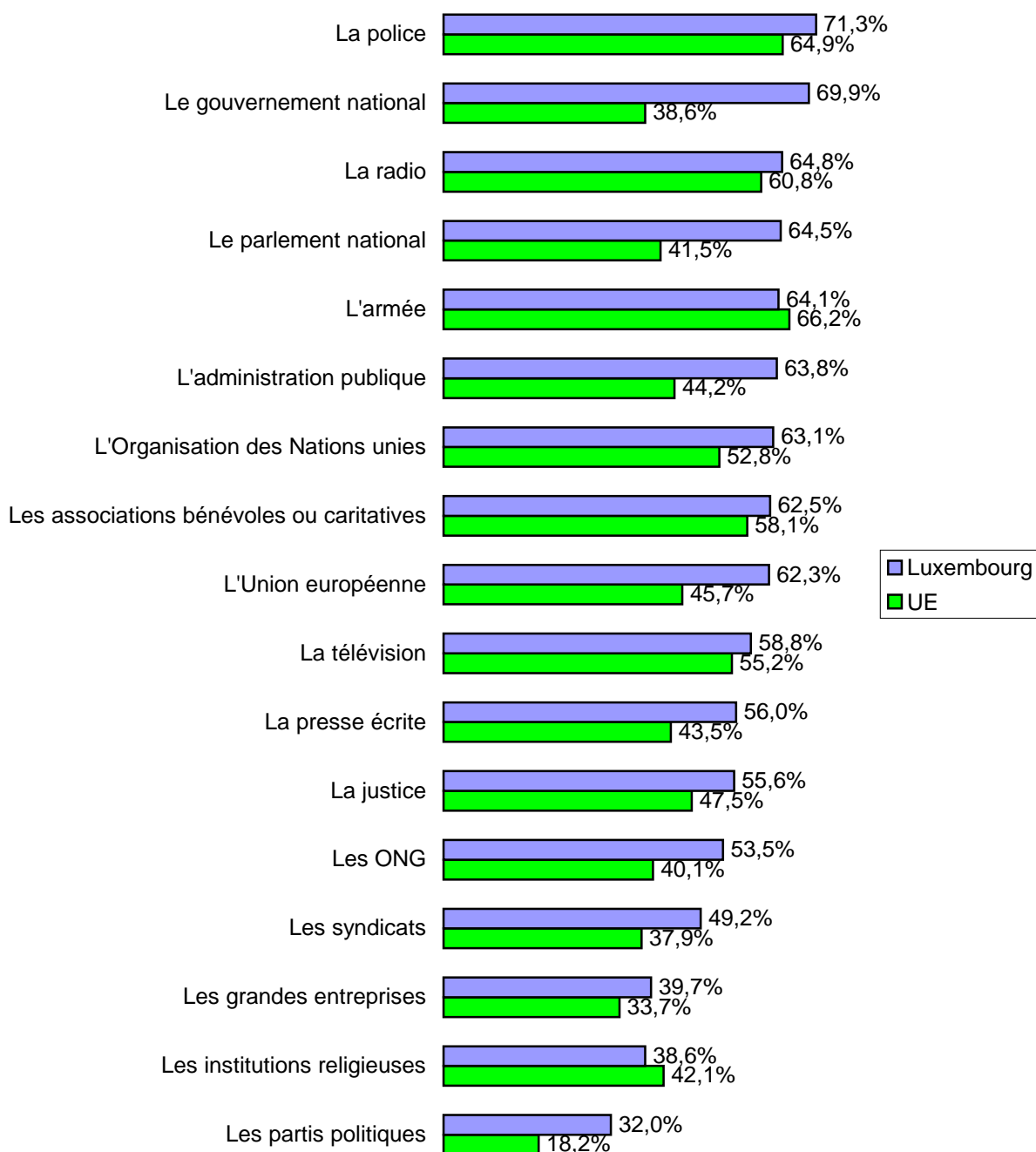
Les réponses au niveau européen montrent un ordre inversé, avec des taux moins élevés: les étudiants (39,2%), les managers (38,9%) et les indépendants (33,3%) sont les premières catégories socio-professionnelles à estimer que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages.

Au Luxembourg, les personnes au foyer (61,9%), les chômeurs (61,7%) et les indépendants (59,7%) déclarent avoir retiré autant d'avantages que de désavantages. Reste à noter que

16,1% des chômeurs indiquent que l'appartenance à l'UE ne leur a apporté que plus, voire beaucoup plus de désavantages.

En moyenne européenne, les réponses sont différentes: les cols blancs (44,1%), les ouvriers (43,3%) et chômeurs (42,9%) répondent que cette appartenance leur a amené autant d'avantages que de désavantages. Ce sont surtout les retraités qui indiquent que l'appartenance leur a apporté plus, voire beaucoup plus de désavantages (19,6%), suivis des chômeurs (16,6%).

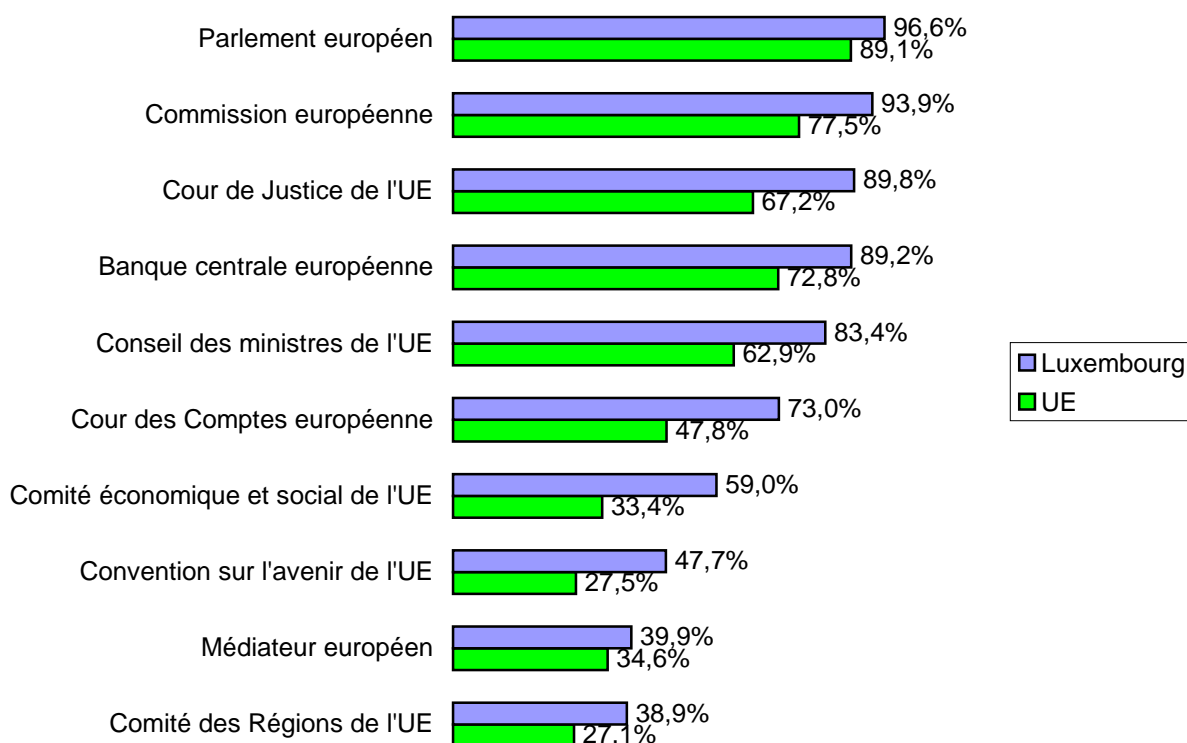
### La confiance que vous inspirent les institutions suivantes



#### II.7. La police et le gouvernement bénéficient de la plus grande confiance

Les citoyens du Luxembourg accordent leur confiance en premier lieu à la police (71,3%) et au gouvernement (69,9%). Suivent après, dans l'ordre, la radio (64,8%), le parlement (64,5%), l'armée (64,1%) et l'administration publique (63,8%). Avec 62,3%, l'UE se retrouve en neuvième position. Les grandes entreprises (39,7%), les institutions religieuses (38,6%) et les partis politiques (32,0%) figurent en fin du tableau.

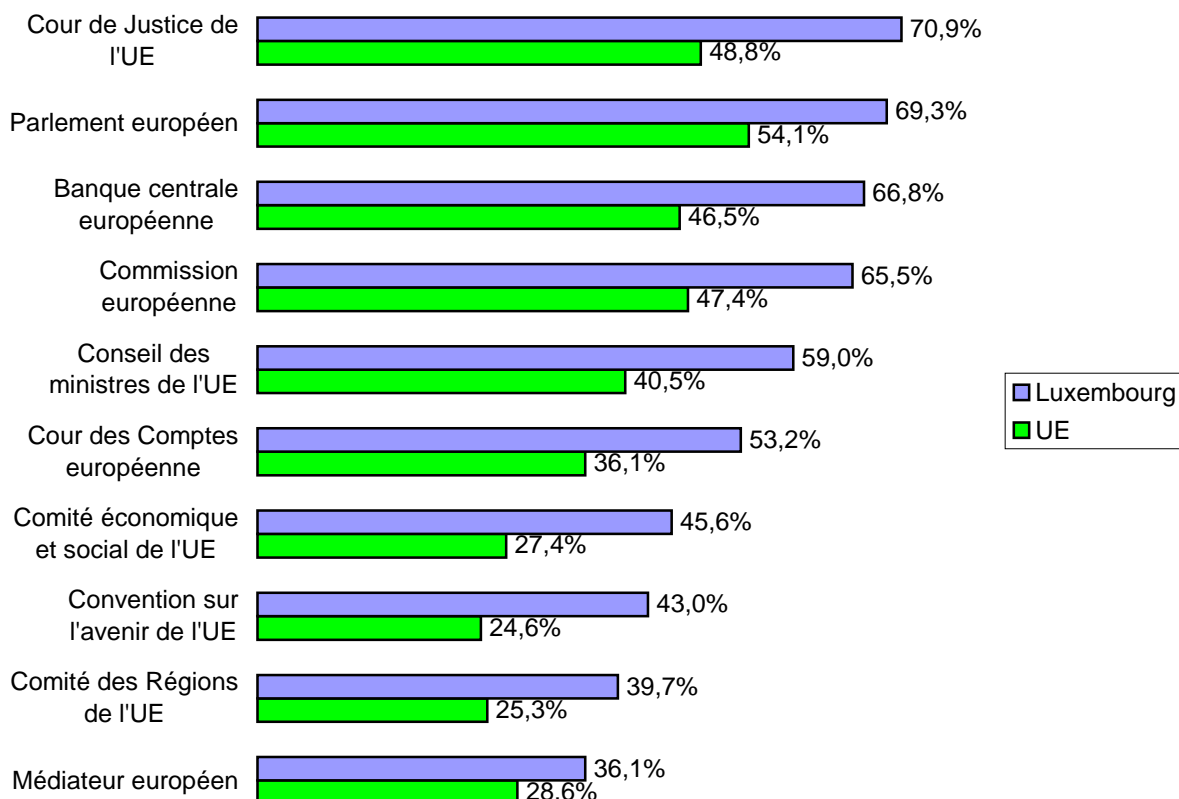
Au niveau de l'Union européenne, l'ordre est interverti. La plus grande confiance est inspirée par l'armée (66,2%) suivie par la police (64,9%), la radio (60,8%) ainsi que les associations bénévoles et caritatives (58,1%). Les sondés européens placent l'UE (45,7%) en huitième position, devant, pour se limiter aux institutions politiques, les parlements nationaux (41,5%) et les gouvernements nationaux (38,6%). La confiance que les citoyens placent dans les partis politiques est très basse, avec 18,2%.

**Avez-vous entendu parler des institutions suivantes?****II.8. Les institutions communautaires sont très connues**

Au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE: 96,6% (UE: 89,1%) des sondés connaissent le Parlement européen, 93,9% (UE: 77,5%) la Commission européenne, 89,8% (UE: 67,2%) la Cour de justice, 89,2% (UE: 72,8%) la Banque centrale européenne et 83,4% (UE: 62,9%) le Conseil des ministres.



### Avez-vous confiance dans ces institutions?

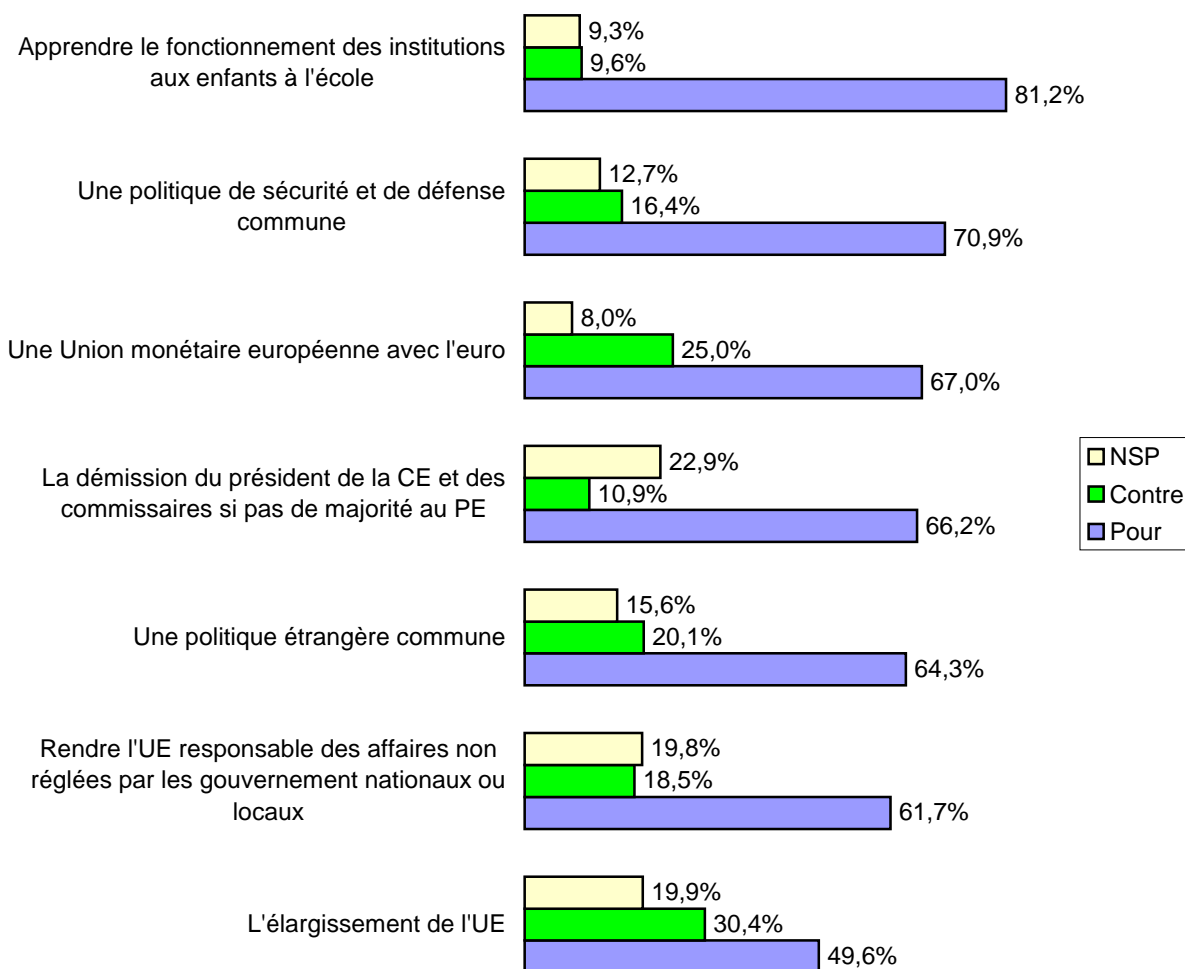


## II.9. La plus grande confiance est accordée à la Cour de justice et au Parlement

La conséquence logique qui se dégage des réponses précédentes est que les habitants du Luxembourg accordent une confiance largement supérieure aux institutions communautaires que la moyenne communautaire. La Cour de justice (70,9%, UE: 48,8%) se trouve en tête, devant le Parlement européen (69,3%, UE: 54,1%), la Banque centrale européenne (66,8%, UE: 46,5%), la Commission européenne (65,5%, UE: 47,4%) et le Conseil des ministres (59,0%, UE: 40,5%).

Les sondés luxembourgeois placent le médiateur européen en dernière position, avec 36,1%. Au niveau européen, cette place revient, avec 24,6%, à la Convention sur l'avenir de l'UE; même si au Luxembourg elle se retrouve en queue du peloton, elle rassemble néanmoins 43,0% des réponses favorables.

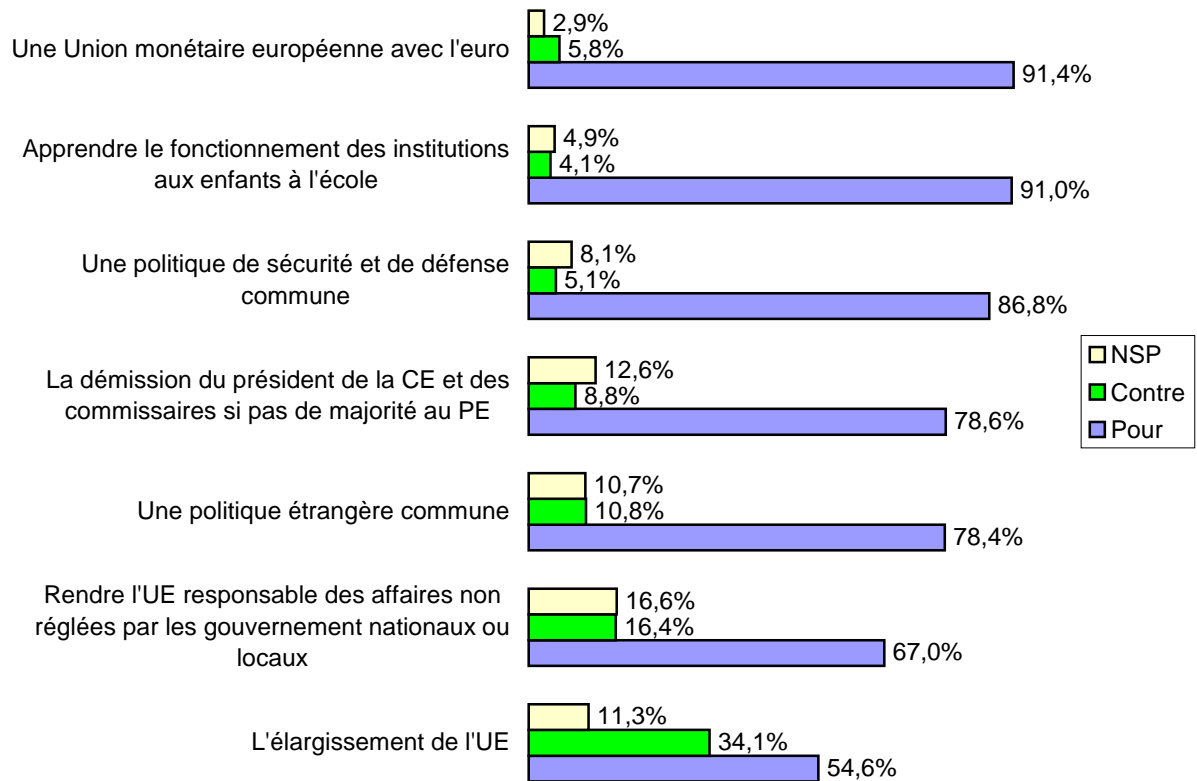
### Votre opinion sur les propositions suivantes (niveau UE)



#### II.10. En faveur de l'Union monétaire

Diverses propositions ont été soumises aux sondés concernant des actions de l'UE. Au niveau européen, le plus fort assentiment est relevé pour la proposition d'apprendre le fonctionnement de l'UE aux enfants à l'école (81,2%), suivi de la politique de sécurité et de défense commune (70,9%). Viennent ensuite l'UEM (67,0%) et le principe de la démission du président de la Commission et des commissaires en cas d'absence de majorité au Parlement européen (66,2%). L'élargissement de l'Union européenne rencontre le moins de faveur avec moins de 50,0% des voix.

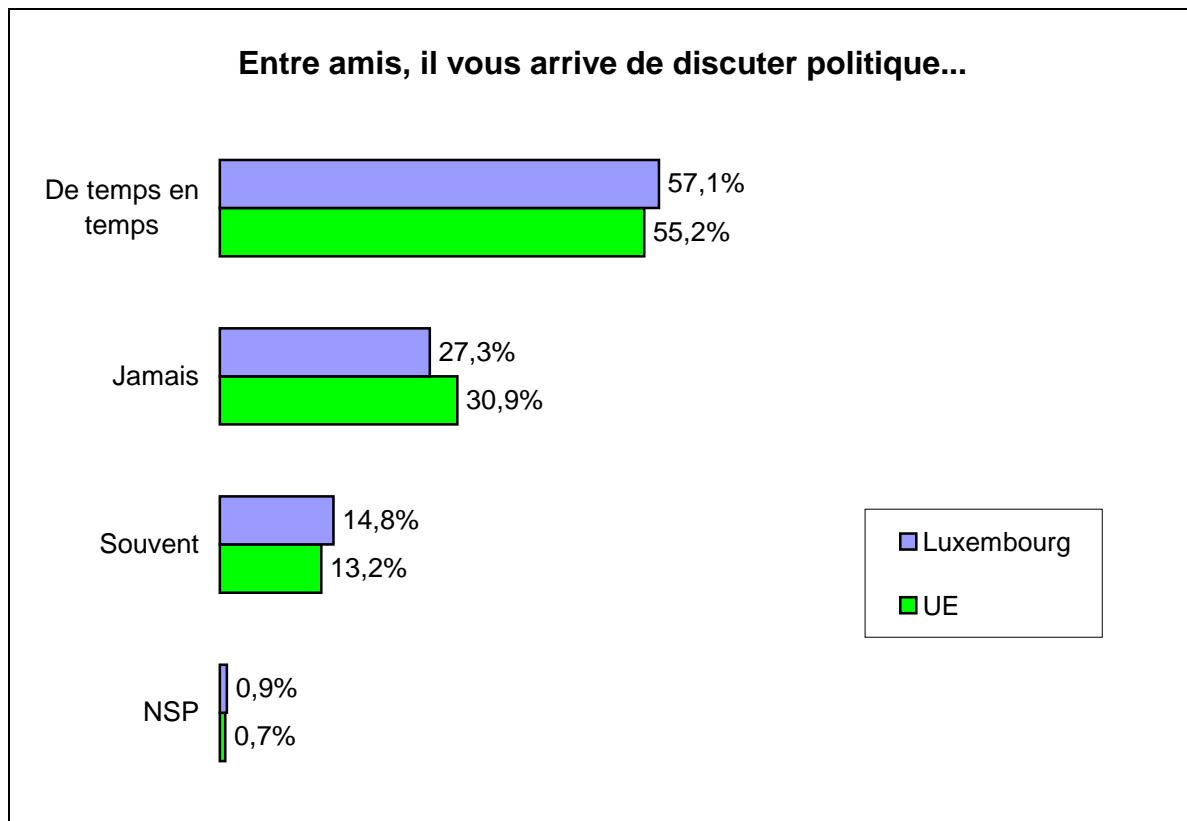
### Votre opinion sur les propositions suivantes (niveau Luxembourg)



Au Luxembourg, les citoyens citent par ordre de priorité l'Union monétaire, avec 91,4% des suffrages favorables, l'apprentissage des institutions aux enfants à l'école (91,0%) et la politique de sécurité et de défense commune (86,8%). Comme au niveau européen, l'élargissement se retrouve en dernière position, avec 54,6% d'adhésion (UE: 34,1%).

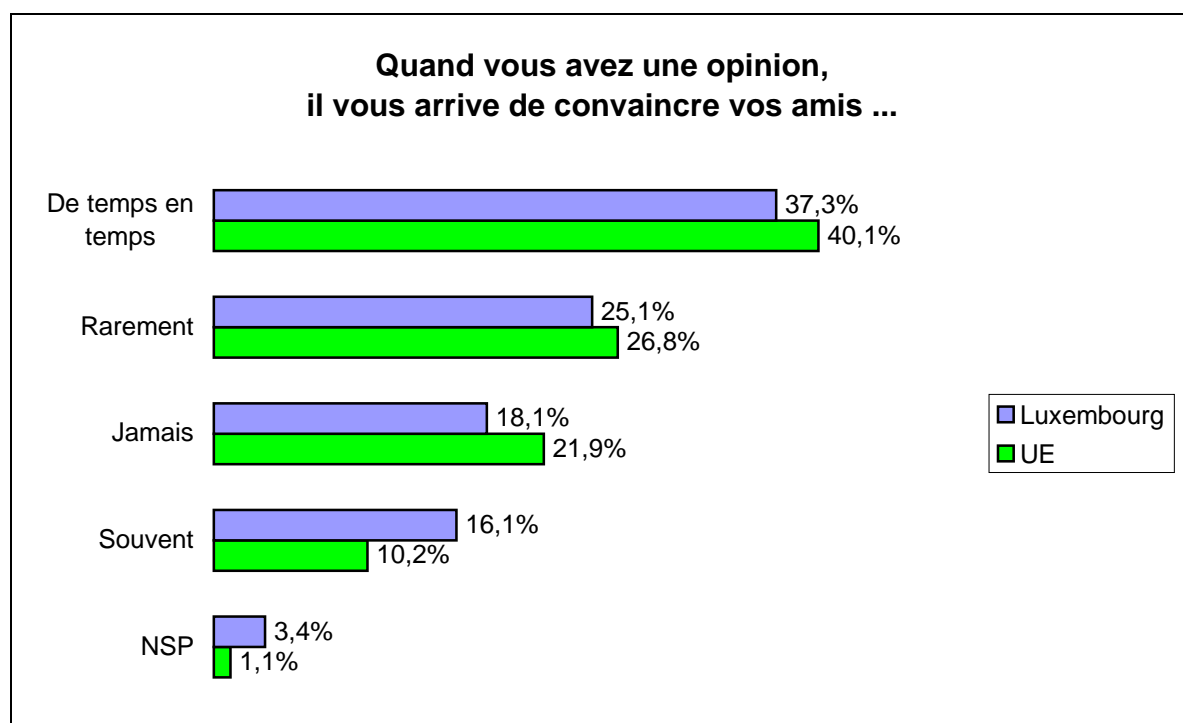
### III. Intérêt général pour les sujets politiques

La troisième partie traite de l'intérêt général que les citoyens européens et luxembourgeois apportent aux sujets politiques, le sentiment que l'UE leur inspire, leur vision par rapport à leur appartenance à une nationalité, leur fierté d'être Européen, le processus décisionnel partagé entre autorités européennes et nationales en fonction des sujets, ainsi que l'aisance avec laquelle ils utilisent l'euro.

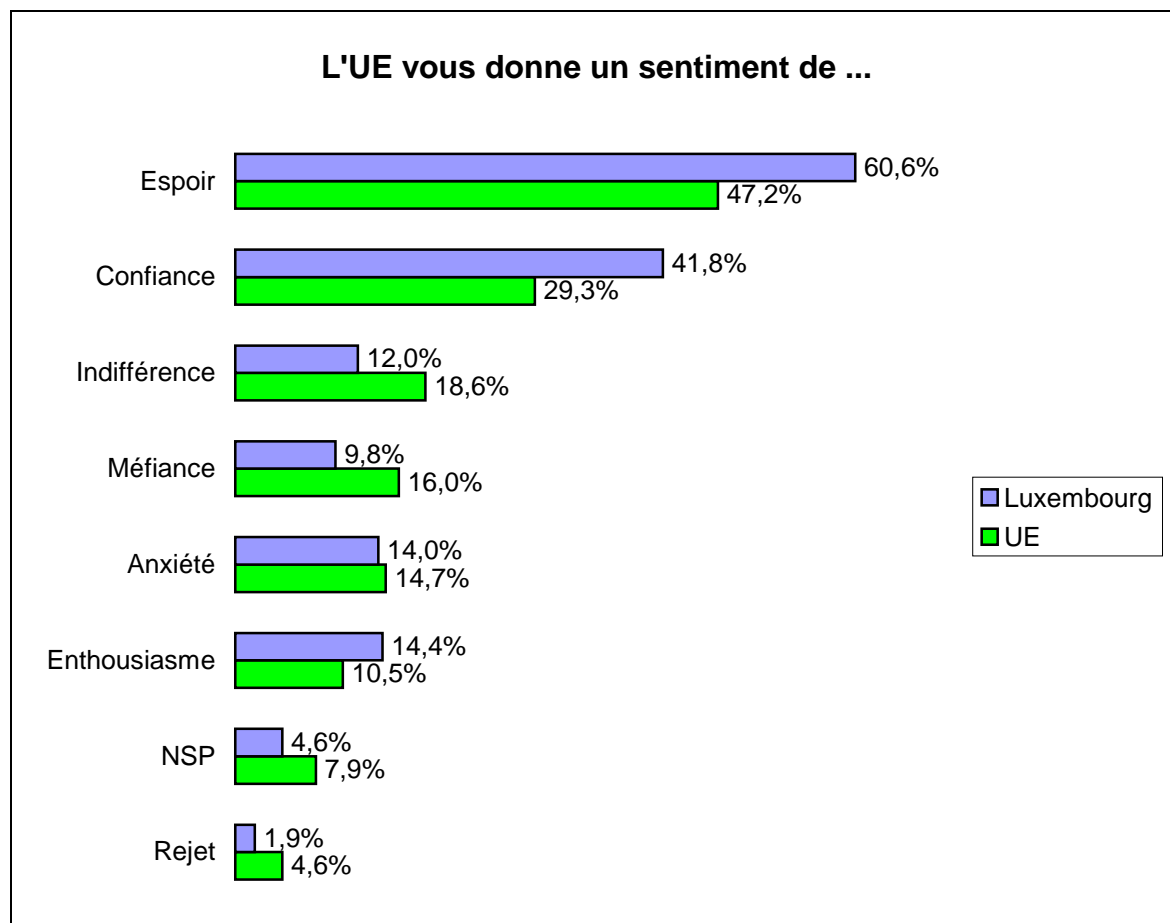


#### III.1. Entre amis, on discute politique

Au Luxembourg, 57,1% des résidents admettent discuter de temps en temps politique entre amis, 27,3% ne le font jamais. Au niveau de l'UE, près de 31,0% des sondés ne discutent jamais politique entre amis, tandis que 55,2% le font de temps en temps.



Les sondés luxembourgeois sont plus de 37% à convaincre de temps en temps leurs amis, alors que 16,1% le font souvent et 18,1% jamais. Légère différence au niveau européen: 40,1% des interrogés indiquent convaincre de temps à autre leurs amis de leur opinion, tandis que seulement 10,2% le font souvent et 21,9% jamais.

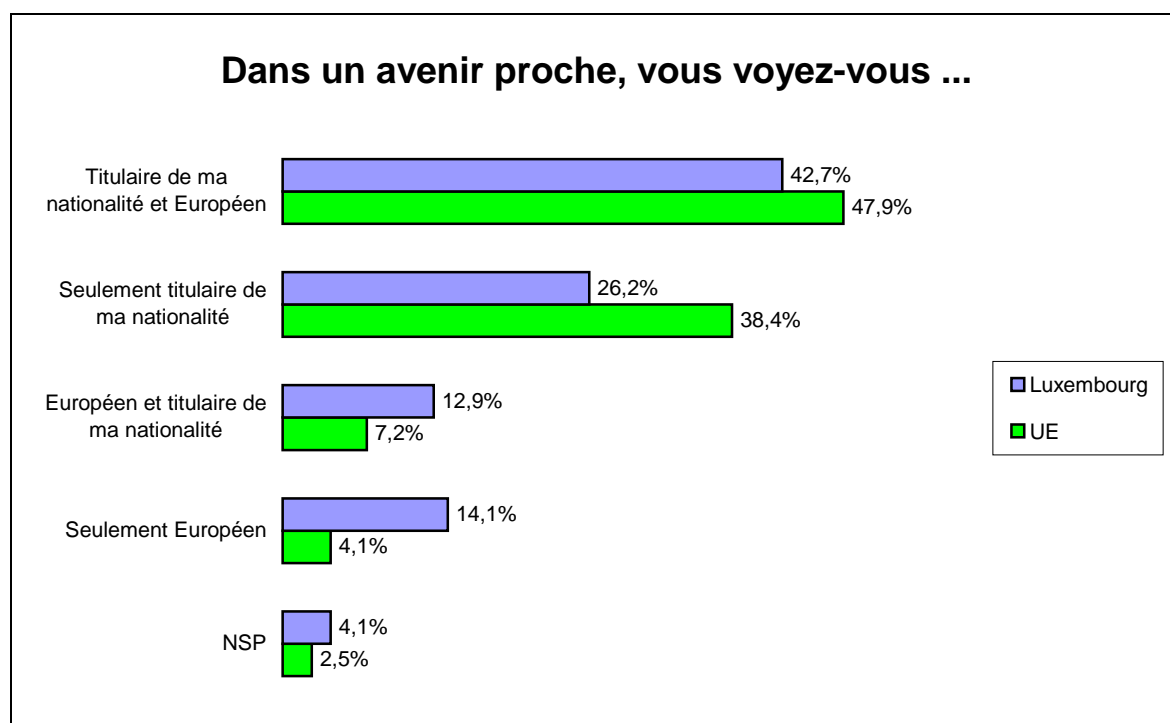


### III.2. Sentiments positifs vis-à-vis de l'UE

Quels sentiments l'UE inspire-t-elle aux citoyens? Une constatation s'impose: En général, les sentiments positifs prévalent vis-à-vis des sentiments négatifs. Par ailleurs, au Luxembourg, les sentiments positifs sont plus forts que dans l'ensemble de l'UE, les sentiments négatifs sont aussi moins prononcés.

Au Luxembourg, 60,6% des sondés trouvent que l'UE confère un sentiment d'espoir, avis partagé par seulement 47,2% des Européens. Pour 41,8% des résidents luxembourgeois, l'UE inspire confiance (UE: 29,3%). La méfiance est ressentie par 16,0% des Européens (Luxembourg: 9,8%). Un sentiment de rejet s'installe chez 4,6% des sondés européens, contre 1,9% au Luxembourg.

Au Luxembourg, l'UE inspire aux femmes plus d'espoir (62,0%) et de confiance (44,7%) qu'aux hommes (resp. 59,1% et 38,6%). Les hommes sont plus indifférents (14,4%) et plus méfiants (10,8%) que les femmes (resp. 9,7% et 8,8%). Le sentiment d'espoir est le plus fort chez les 25-39 ans (65,2%), suivis des 40-54 ans (62,6%), des 55 ans et plus (59,2%) et des 15-24 ans (51,1%).



### III.3 Titulaire de la nationalité et Européen

En règle générale, la majorité des personnes interrogées se voit, dans un avenir proche, plutôt titulaire de leur nationalité et, en second lieu, Européen, les taux respectifs atteignant 47,9% dans l'UE et 42,7% au Luxembourg.

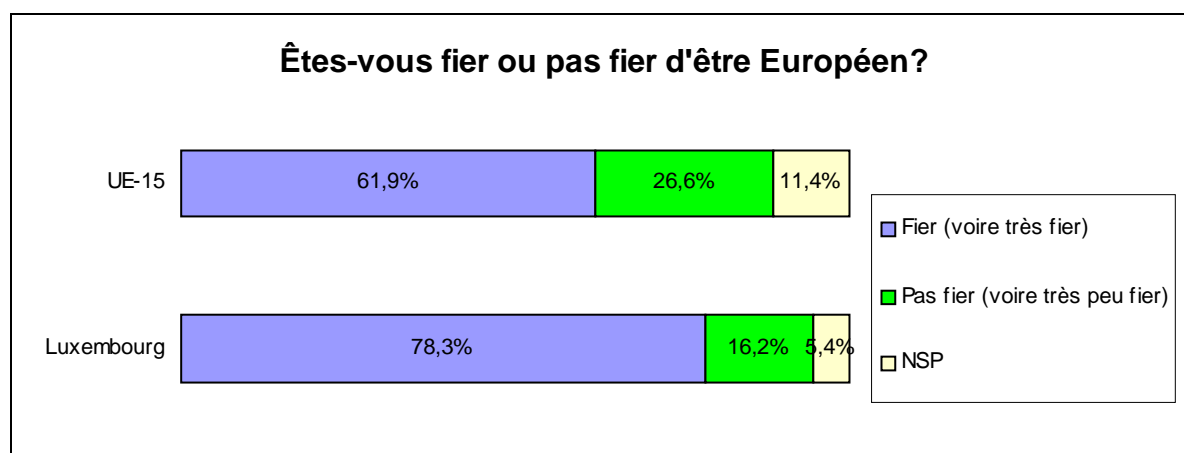
Au niveau de l'UE, le sentiment national est plus fort: le taux des personnes se voyant seulement titulaire de leur propre nationalité (38,4%) est nettement supérieur à celui enregistré au Luxembourg (26,2%).

Etre d'abord Européen et ensuite titulaire de sa nationalité constitue une perspective pour 12,9% des habitants du Luxembourg et pour 7,2% des Européens.

Si 4,1% des citoyens européens se voient seulement Européens, ce taux atteint toutefois 14,1% au Luxembourg.

Au Luxembourg, les femmes tiennent plus au titre unique de leur nationalité (28,7%) que les hommes (23,4%), mais elles sont aussi plus ouvertes pour se voir uniquement Européennes (16,8%) que les hommes (11,2%). Les hommes (45,1%) sont plus favorables à l'idée d'être titulaires des deux nationalités, la priorité étant accordée à la propre nationalité, que les femmes (40,6%). 16,6% se voient Européens et titulaires de leur nationalité (16,6%) par rapport à 9,5% chez les femmes.

Ce sont les retraités (36,9%) qui tiennent le plus à leur nationalité et qui sont les moins favorables à la perspective d'être uniquement Européens (5,6%).



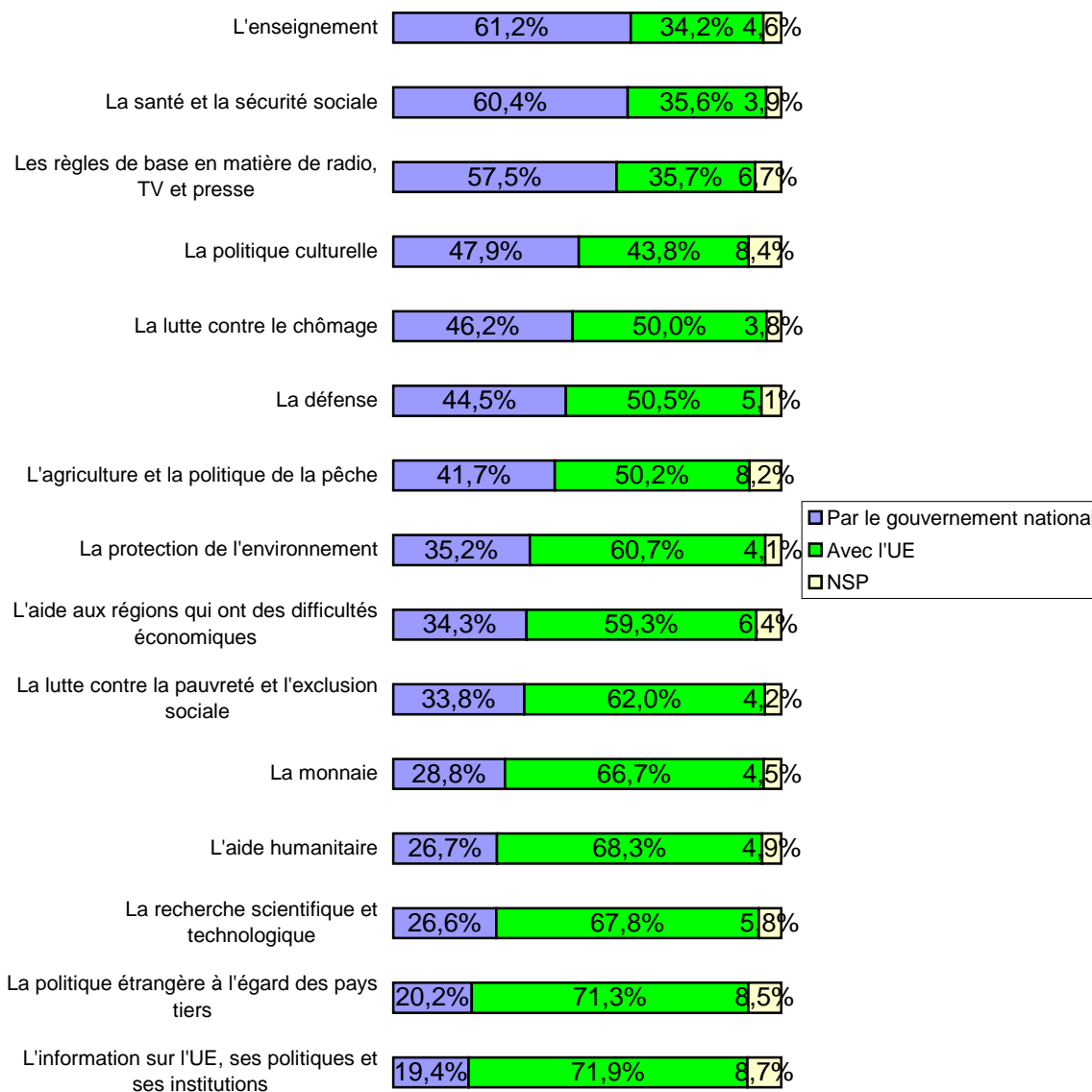
### III.4. Très fiers d'être Européens

Plus de trois quarts des résidents du Luxembourg (78,3%) sont fiers d'être Européens, avis partagé par seulement 61,9% des citoyens européens.

Pas fiers se disent 26,6% des citoyens européens et 16,2% des sondés au Luxembourg.



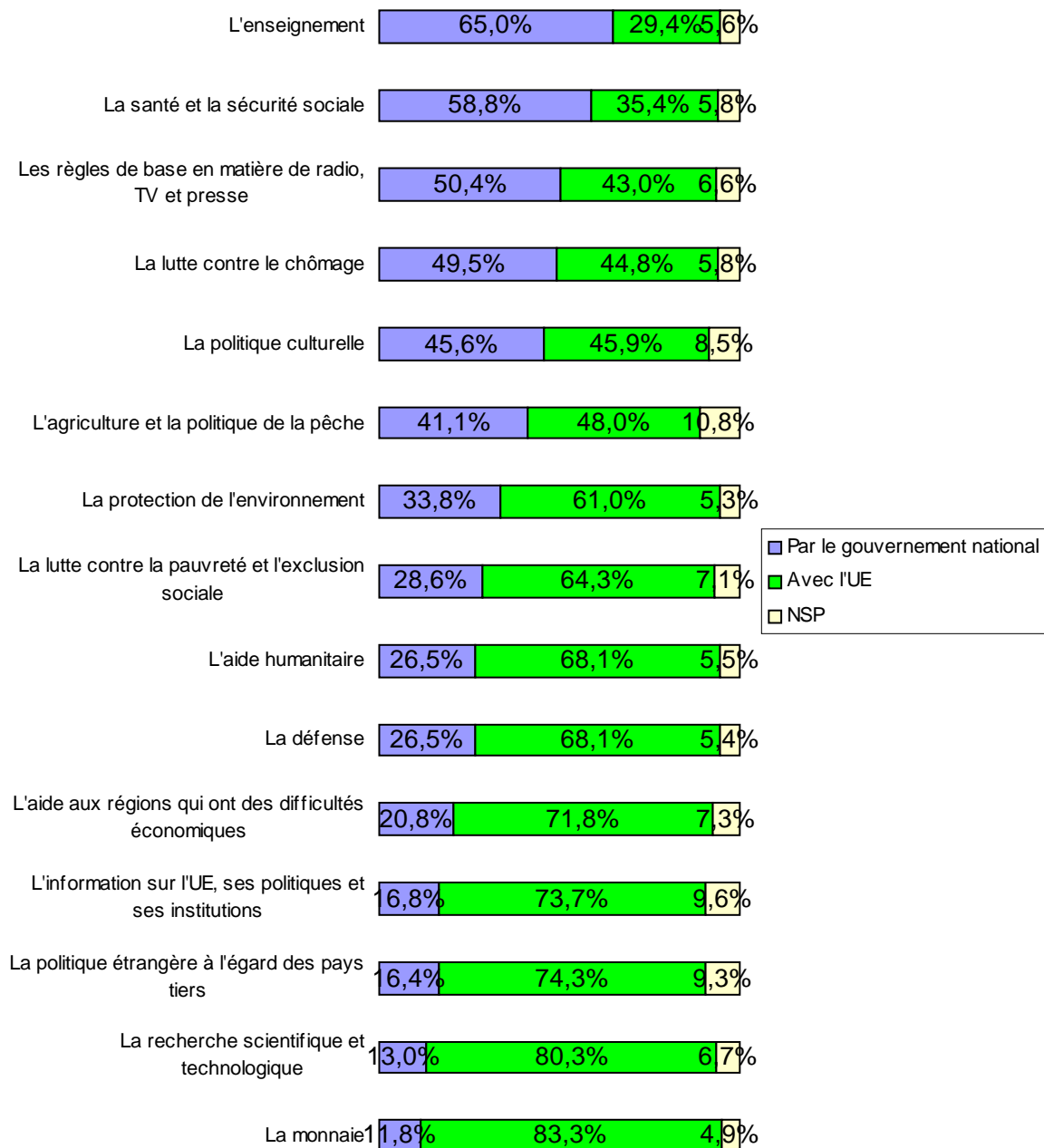
### Selon vous, les décisions dans les domaines suivants doivent être prises par ... (réponses UE)



### III.5. L'enseignement doit rester de la compétence nationale

Les sondés européens estiment majoritairement que l'enseignement (61,2%), la santé et la sécurité sociale (60,4%), les règles de base en matière de médias (57,5%) et la politique culturelle (47,9%) devraient rester de la compétence nationale. A l'inverse, pour tous les autres domaines, les citoyens européens se prononcent en majorité pour une prise de décision partagée avec l'UE. Ceci vaut, en ordre décroissant, pour l'information sur l'UE et ses politiques (71,9%), la politique étrangère à l'égard des pays tiers (71,3%), l'aide humanitaire (68,3%), la recherche scientifique (67,8%), la monnaie (66,7%), la lutte contre la pauvreté (62,0%), l'environnement (60,7%), l'aide aux régions en difficultés (59,3%), l'agriculture et la pêche (50,2%), la défense (50,5%) et la lutte contre le chômage (50,0%).

### Selon vous, les décisions dans les domaines suivants doivent être prises par ... (réponses Luxembourg)



Au Luxembourg, majoritairement, l'enseignement (65%), la santé et la sécurité sociale (58,8%) les règles de base en matière de médias (50,4%) et la lutte contre le chômage (49,5%) devraient rester du domaine de la compétence nationale.

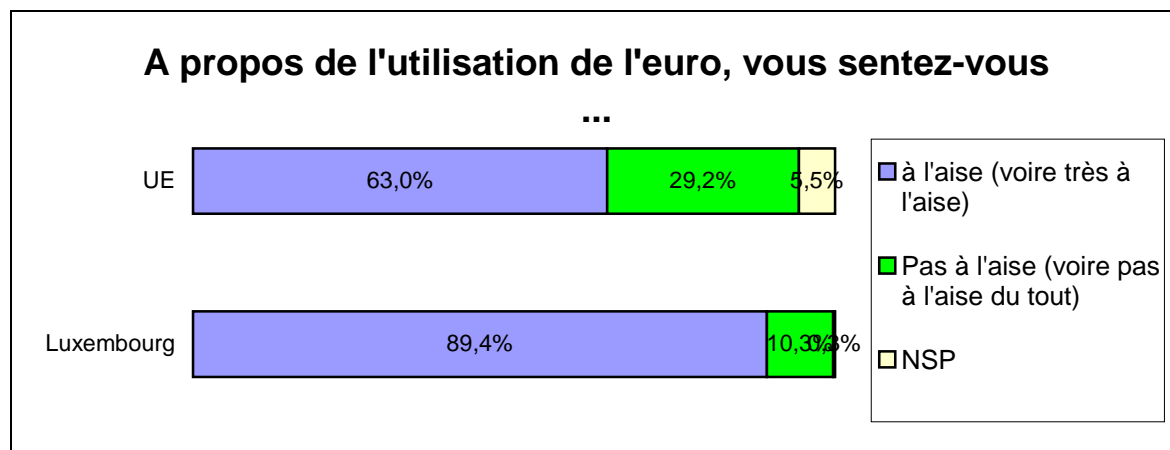
A l'opposé, les décisions devraient être prises avec l'UE pour la monnaie (83,3%), la recherche scientifique et technologique (80,3%), la politique étrangère à l'égard des pays tiers (74,3%), l'information sur l'UE et ses politiques (73,7%), l'aide aux régions en difficultés (71,8%), la défense (68,1%), l'aide humanitaire (68,1%), la lutte contre la pauvreté (64,3%), l'environnement (61,0%), l'agriculture et la pêche (48,0%) et la politique culturelle (45,9%).

Selon les réponses relevées au Luxembourg, les femmes souhaitent en majorité réserver au pouvoir national:

- la santé et la sécurité sociale (57,8%),
- les règles de base en matière de radio, télévision et de presse (52,2%),
- l'enseignement (64,8%),
- la politique culturelle (45,8%).

Les hommes se prononcent en majorité pour une prise de décision au niveau national pour les domaines suivants:

- la santé et la sécurité sociale (59,9%),
- les règles de base en matière de radio, télévision et de presse (48,3%),
- la lutte contre le chômage (52,9%),
- l'enseignement (65,2%),
- la politique d'immigration (50,4%).



### III.6. A l'aise avec l'euro

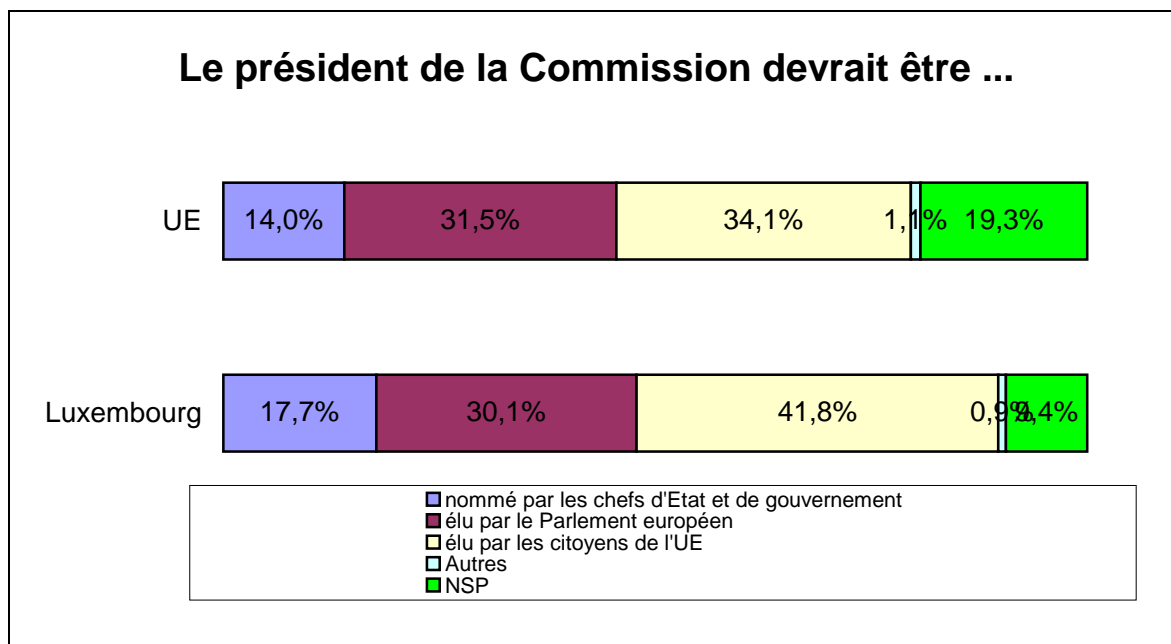
L'euro fait désormais partie de la vie quotidienne au Luxembourg, puisque 89,4% des habitants se sentent à l'aise, voire très à l'aise en utilisant la nouvelle monnaie unique, la moyenne européenne étant seulement de 63,0%.

Au niveau européen, 29,2% des habitants ne se sentent pas à l'aise, voire pas à l'aise du tout en utilisant l'euro. Ce pourcentage se limite à 10,8% au Luxembourg.

Au Luxembourg et par catégories d'âges, ce sont les 40-54 ans (91,9%), les 15-24 ans (89,4%) et les 25-39 ans (89,0%) qui se sentent à l'aise, voire très à l'aise avec l'euro.

Au niveau européen, ce sont surtout les 15-24 ans (70,2%), les 25-39 ans (68,5%) et les 40-54 ans (64,7%) qui donnent la même réponse.

Au Luxembourg et par catégories socioprofessionnelles, les managers se sentent le plus à l'aise avec la monnaie unique (96,6%), Au niveau de l'UE, tel est le cas pour les étudiants (76,6%), les indépendants (76,8%) et les managers (71,9%). Tout comme au Luxembourg (74,5%), le pourcentage est nettement moins élevé chez les chômeurs (53,0%).



### III.7. Pour une élection directe du président de la Commission

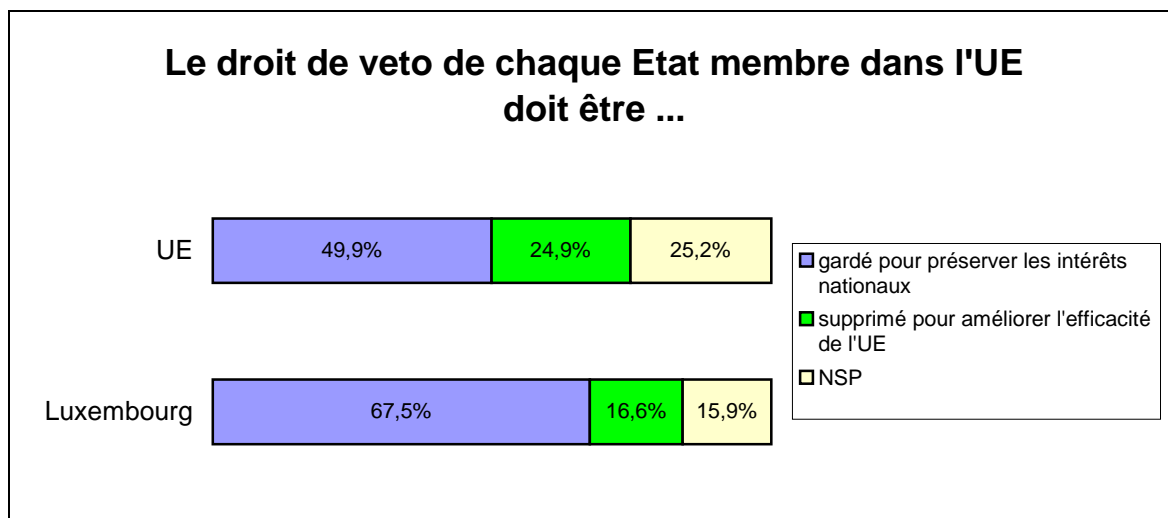
Trois options ont été proposées pour la désignation du président de la Commission européenne: élection directe par les citoyens, élection par le Parlement européen ou nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement. L'élection directe (41,8%) constitue le mode de désignation préféré au Luxembourg, avec une nette avance par rapport à l'élection par le Parlement européen (30,1%). Au niveau de l'UE, la réponse est plus nuancée, 34,1% se prononçant en faveur de l'élection directe et 31,5% en faveur de l'élection par le Parlement européen. La nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement est favorisée par seulement 17,7% des sondés au Luxembourg et 14,0% des citoyens de l'UE.

Au Luxembourg, 40,0% des hommes pensent que le président devrait être élu par le peuple européen, 31,7% par le Parlement européen et 20,1% nommé par les chefs d'Etat et de gouvernement. Les femmes sont plus favorables à une élection directe par les citoyens (43,5%), 28,8% se prononcent pour l'élection par le Parlement européen et 15,8% pour la nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement.

En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, les managers (42,0%) sont largement favorables à une élection par le Parlement européen, alors que 29,6% d'entre eux se prononcent pour l'élection directe. Les cols blancs sont majoritairement pour l'élection directe (38,2%), par rapport à 36,9% qui se prononcent en faveur de l'élection par le Parlement européen.

La même tendance se retrouve chez les ouvriers, les personnes au foyer et les retraités:

- 43,8% des ouvriers sont pour l'élection directe, 25,9% pour l'élection par les députés européens et 19,2% pour la nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement,
- 47,8% des personnes au foyer sont pour l'élection directe, 24,6% pour l'élection par le Parlement européen et 16,4% pour la nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement,
- 41,7% des retraités sont pour l'élection directe, 23,9% pour la nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement et 22,6% pour l'élection par le PE.



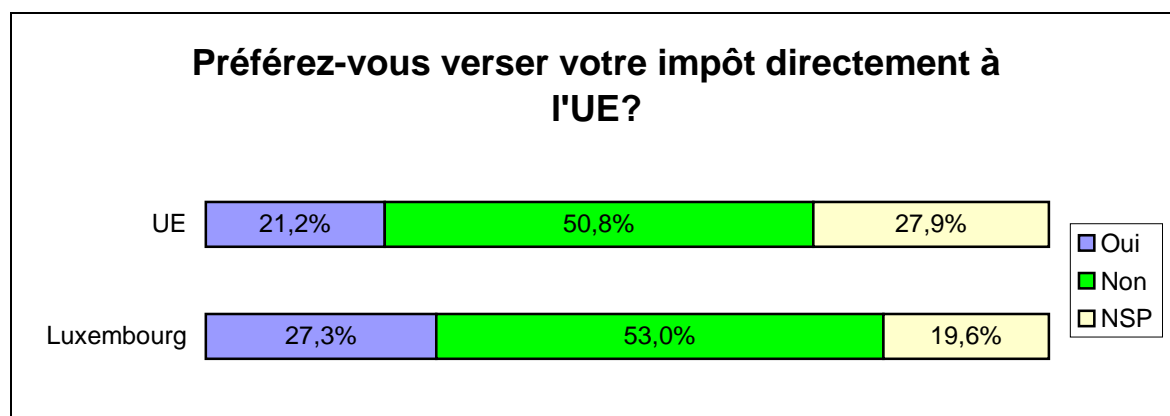
### III.8. Pour le maintien du droit de veto

Le droit de veto constitue toujours une prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg, puisque 67,5% considèrent qu'il doit être gardé pour préserver les intérêts nationaux, contre seulement 50,0% des sondés européens. Au niveau de l'UE, près de 25,0% se prononcent en faveur de sa suppression pour améliorer l'efficacité de l'UE, ce taux se réduisant à 16,6% au Luxembourg.

Au Luxembourg, ce sont les 55 ans et plus qui pensent que le droit de veto doit être gardé (75,1%), suivis des 40-54 ans (68,6%) et des 25-39 ans (61,0%).

Néanmoins, 19,6% des 40-54 ans, 19,0% des 25-39 ans et 18,0% des 15-24 ans se prononcent pour la suppression du droit de veto.

A noter les taux élevés de réponses 'Ne sait pas': 23,0% des 15-24 ans, 20,1% des 25-39 ans et 12,9% des personnes âgées de 55 ans et plus.



### III. 9. Contre un impôt versé directement à l'UE

Actuellement, chaque Etat membre reverse une partie de ses recettes fiscales à l'Union européenne. A la question de savoir s'ils préfèrent verser cette contribution directement à l'UE, tant au niveau de l'UE qu'au Luxembourg, une majorité des sondés se prononce contre un tel versement, les taux s'élevant à resp. 50,8% et 53,0%. Au niveau européen, 21,2% des sondés sont favorables à un tel impôt, par rapport à 27,3% au Luxembourg. Les taux de réponses 'Ne sait pas' sont très élevés et atteignent près de 28% au niveau européen et plus de 19% au Luxembourg.

Au Luxembourg et par catégories d'âges, 57,3% des 40-54 ans et 56,5% des 55 ans et plus rejettent l'idée de verser directement cet impôt. Au niveau européen, ce sont aussi les 40-54 ans (53,6%) et les personnes de 55 ans et plus (52,0%) qui s'y opposent.

En ce qui concerne les catégories socioprofessionnelles, ce sont, au Luxembourg, surtout les managers (63,6%), les cols blancs (56,3%) et les personnes au foyer (55,3%) qui sont défavorables à l'impôt direct. Au niveau européen, tel est le cas d'abord pour les retraités (52,9%), les ouvriers (52,7%) et les personnes au foyer (51,8%).

## Conclusion

### Une majorité des citoyens du Luxembourg souhaite limiter l'élargissement à certains pays candidats

Le pourcentage des opposants a augmenté

Placés devant le choix de savoir dans quelle mesure l'Union européenne devrait s'élargir, les habitants du Luxembourg ont une opinion décidée et en même temps restrictive: selon 57,2%, l'Union doit se limiter à intégrer uniquement certains des pays candidats, contre 40,4% au niveau communautaire; pour 14,0% seulement, elle devrait s'élargir à tous les pays qui souhaitent en faire partie, contre 21,0% au niveau communautaire.

Par rapport à l'Eurobaromètre précédent (56.3), effectué en janvier/février 2002, les résultats relevés au Luxembourg ont changé: le pourcentage des partisans de l'élargissement à tous les pays européens a baissé de 20,1% à 14,0%. Le pourcentage des personnes s'opposant à un élargissement a augmenté tant au Luxembourg qu'au niveau communautaire, passant de 13,0% (UE: 13,9%) à 17,2% (UE: 20,6%).

C'est ce qui se dégage du sondage Eurobaromètre 57.1, réalisé par la Commission européenne au printemps. Ce sondage donne un aperçu global de ce pensent les Européens sur l'élargissement, leur état d'information sur l'UE ainsi que leur intérêt général pour les sujets politiques. Le sondage a tenu compte de la situation démographique très particulière du Luxembourg, l'échantillon des personnes interrogées comprenant 72,3% de nationalité luxembourgeoise et 27,7% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Dans son commentaire, le rapport spécial élaboré par la Représentation de la Commission se réfère donc aux habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Est-ce que la réticence trouve son origine seulement dans le manque d'information sur l'élargissement? Un tiers des habitants du Luxembourg se déclarent bien ou très bien informés à propos de l'élargissement, la moyenne européenne se limitant toutefois à 20,5%.

D'autres thèmes en rapport avec l'élargissement ayant été traités dans [l'Eurobaromètre 56.3](#), il est très utile de s'y reporter.

### Un processus décisionnel plus difficile

Différentes questions ont été posées sur l'impact potentiel de l'élargissement. Au sein de l'UE et au Luxembourg, la tendance observée est identique, le taux des personnes se disant d'accord avec la proposition étant toutefois pour tous les cas de figure supérieur au Luxembourg à la moyenne UE. Au Luxembourg, 80,1% des sondés (UE: 65,4%) estiment que le processus décisionnel sera plus difficile avec plus d'Etats membres, 77,2% (UE: 62,9%) pensent que l'Union gagnera en importance dans le monde. Pour 77,2% (UE: 61,0%), l'Union s'enrichira sur le plan culturel, pour 67,7% (UE: 55,3%) elle n'échappera pas à une réforme de ses institutions avant l'élargissement, pour 53,8% (UE: 53,3%) le maintien de la paix sera mieux garanti.

Parmi les appréhensions devant l'Europe qui se construit, les citoyens du Luxembourg citent en premier lieu l'augmentation du chômage (70,2%), ensuite les décisions imposées par les



grands Etats membres (59,5%) et la perte d'avantages sociaux (52,8%). Toutefois, 51,0% pensent que, après l'élargissement, les décisions de l'UE devraient être prises à la majorité des Etats membres.

Les résidents luxembourgeois sont moins pessimistes sur l'avenir que les citoyens européens: près de 50% des personnes interrogées au Luxembourg sont d'avis que leur situation restera la même au cours des cinq années prochaines, par rapport à 41,0% des sondés européens.

### **Bonnes connaissances sur l'Europe**

La majorité des sondés luxembourgeois estime disposer de bonnes connaissances sur l'UE, avec un taux de réponse favorable supérieur à la moyenne européenne (Luxembourg: 51,4%, UE: 47,2%).

Les trois premières sources d'information sur l'UE que les habitants du Luxembourg utilisent sont la télévision (78,6%), les quotidiens (61,8%) et la radio (54,8%). Cette tendance est similaire à celle constatée au niveau de l'UE, les taux étant toutefois substantiellement moins élevés.

La très grande majorité des personnes interrogées au Luxembourg (81,4%) est favorable à l'appartenance de leur pays à l'UE, opinion partagée par seulement 53,3% des citoyens européens.

Plus de deux tiers (69,9%) des personnes interrogées au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, opinion partagée par seulement 51,2% des citoyens au niveau européen. Un quart des sondés européens affirment que leur pays n'a pas bénéficié de son appartenance à l'UE, contre 17,5% au Luxembourg.

### **Une image positive de l'Union et des institutions**

L'image positive que les habitants du Luxembourg retiennent de l'UE se reflète aussi dans leur jugement sur l'impact que l'intégration exerce sur leur vie personnelle. 38,5% d'entre eux estiment que l'appartenance à l'UE leur a apporté plus, voire beaucoup plus d'avantages, 48,7% pensent que l'UE a entraîné autant d'avantages que de désavantages. Pour l'ensemble de l'UE, ces taux sont moins élevés, avec resp. 28,5% et 42,1%.

Parmi 17 institutions citées, les citoyens du Luxembourg accordent leur confiance en premier lieu à la police (71,3%) et au gouvernement (69,9%). Suivent après, dans l'ordre, la radio (64,8%), le parlement (64,5%), l'armée (64,1%) et l'administration publique (63,8%). Avec 62,3%, l'UE se retrouve en neuvième position. Les grandes entreprises (39,7%), les institutions religieuses (38,6%) et les partis politiques (32,0%) figurent en fin du tableau.

Au niveau de l'Union européenne, l'ordre est interverti. La plus grande confiance est inspirée par l'armée (66,2%) suivie par la police (64,9%), la radio (60,8%) ainsi que les associations bénévoles et caritatives (58,1%). Les sondés européens placent l'UE (45,7%) en huitième position, devant, pour se limiter aux institutions politiques, les parlements nationaux (41,5%) et les gouvernements nationaux (38,6%). La confiance que les citoyens placent dans les partis politiques est très basse, avec 18,2%.

Au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE: 96,6% (UE: 89,1%) des

sondés connaissent le Parlement européen, 93,9% (UE: 77,5%) la Commission européenne, 89,8% (UE: 67,2%) la Cour de justice, 89,2% (UE: 72,8%) la Banque centrale européenne et 83,4% (UE: 62,9%) le Conseil de ministres.

La conséquence logique qui se dégage des réponses précédentes est que les habitants du Luxembourg accordent une confiance largement supérieure aux institutions communautaires que la moyenne communautaire. La Cour de justice (70,9%, UE: 48,8%) se trouve en tête, devant le Parlement européen (69,3%, UE: 54,1%), la Banque centrale européenne (66,8%, UE: 46,5%), la Commission européenne (65,5%, UE: 47,4%) et le Conseil de ministres (59,0%, UE: 40,5%).

Au niveau européen, la dernière place revient, avec 24,6%, à la Convention sur l'avenir de l'UE; même si au Luxembourg elle se retrouve en queue du peloton, elle rassemble néanmoins 43,0% des réponses favorables.

### **Des sentiments positifs forts**

Quels sentiments l'UE inspire-t-elle aux citoyens? Une constatation s'impose: en général, les sentiments positifs prévalent vis-à-vis des sentiments négatifs. Par ailleurs, au Luxembourg, les sentiments positifs sont plus forts que dans l'ensemble de l'UE, les sentiments négatifs sont aussi moins prononcés.

Parmi les sondés luxembourgeois, 60,6% trouvent que l'UE donne un sentiment d'espoir, avis partagé par seulement 47,2% des Européens. 41,8% des résidents luxembourgeois ressentent un sentiment de confiance (29,3% au niveau européen). La méfiance est ressentie par 16,0% des Européens (9,8% des réponses au Luxembourg). Un sentiment de rejet s'installe chez 4,6% des sondés européens par rapport à 1,9% des résidents luxembourgeois qui indiquent ce sentiment.

### **D'abord titulaire de sa propre nationalité, ensuite Européen**

En règle générale, la majorité des personnes interrogées se voit, dans un avenir proche, plutôt titulaire de leur nationalité et, en second lieu, Européen, les taux respectifs atteignant 47,9% dans l'UE et 42,7% au Luxembourg.

Au niveau de l'UE, le sentiment national est plus fort: le taux des personnes se voyant seulement titulaire de leur propre nationalité (38,4%) est nettement supérieur à celui enregistré au Luxembourg (26,2%).

Etre d'abord Européen et ensuite titulaire de sa nationalité constitue une perspective pour 12,9% des habitants du Luxembourg et pour 7,2% des Européens.

Si 4,1% des citoyens européens se voient seulement Européens, ce taux atteint toutefois 14,1% au Luxembourg.

Plus de trois quarts des résidents du Luxembourg (78,3%) sont fiers d'être Européens, avis partagé par seulement 61,9% des citoyens européens. Pas fiers se disent 26,6% des citoyens européens et 16,2% des sondés au Luxembourg.

## **L'enseignement, la santé et la sécurité sociale doivent rester de la compétence nationale**

Au Luxembourg et au niveau européen, l'enseignement, de la santé et sécurité sociale et des règles de base en matière de médias sont considérés par les sondés pour être du domaine de compétence exclusive du gouvernement national.

L'euro fait désormais partie de la vie quotidienne au Luxembourg, puisque 89,4% des habitants se sentent à l'aise, voire très à l'aise en utilisant la nouvelle monnaie unique, la moyenne européenne étant seulement de 63,0%.

## **En faveur de l'élection directe du président de la Commission**

Trois options ont été proposées pour la désignation du président de la Commission européenne: nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement, élection par le Parlement européen ou élection directe par les citoyens. L'élection directe (41,8%) constitue le mode de désignation préféré au Luxembourg, avec une nette avance par rapport à l'élection par le Parlement européen (30,1%). Au niveau de l'UE, la réponse est plus nuancée, 34,1% se prononçant en faveur de l'élection directe et 31,5% en faveur de l'élection par le Parlement européen. La nomination par les chefs d'Etat et de gouvernement est favorisée par seulement 17,7% des sondés au Luxembourg et 14,0% des citoyens de l'UE.

Le droit de veto constitue toujours une prérogative essentielle pour les habitants du Luxembourg, puisque 67,5% considèrent qu'il doit être gardé pour préserver les intérêts nationaux, contre seulement 50% des sondés européens. Au niveau de l'UE, près de 25% se prononcent en faveur de sa suppression pour améliorer l'efficacité de l'UE, ce taux se réduisant à 16,6% au Luxembourg.

## **Contre un impôt versé directement à l'UE**

Actuellement, chaque Etat membre reverse une partie de ses recettes fiscales à l'Union européenne. A la question s'ils préfèrent verser cette contribution directement à l'UE, tant au niveau de l'UE qu'au Luxembourg, une majorité des sondés se prononce contre un tel versement, les taux s'élevant à resp. 50,8% et 53,0%. Au niveau européen, 21,2% des sondés sont favorables à un tel impôt, par rapport à 27,3% au Luxembourg. Les taux de réponses 'Ne sait pas' sont très élevés et atteignent près de 28% au niveau européen et plus de 19% au Luxembourg.